

page 16 : Irlande - Victoire pour l'I.R.A.

tribune

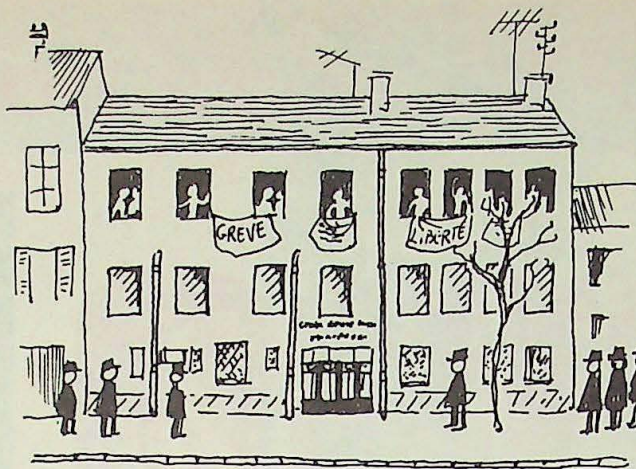
socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 525, 1,50 F
JEUDI 10 FEVRIER 1972





Une jeune fille faisant un exercice de rééducation



En direct

Les filles du Foyer Maternel d'Issy-lès-Moulineaux ont entrepris une grève passive

LIBERTE DU TRAVAIL

Le personnel GERVAIS, soit 60 personnes
contre 7 grévistes, informe ses clients
que la vente continue normalement.

MERCI de votre compréhension.

LIBERTE DE L'ENTREPRISE

L'affichette collée sur les vitres du magasin

Une santé rentable

LE préventorium de Brégille à Besançon est occupé par le personnel depuis une semaine.

La direction a décidé de transformer cette maison pour enfants tuberculeux en maison de retraite pour personnes âgées. La nécessité d'une reconversion du préventorium est admise par le personnel car les cas de primo-infection sont de plus en plus rares. Mais ce qui est tout aussi rare, ce sont les places dans les établissements spécialisés pour enfants inadaptés (92.000 places pour 380.000 enfants dont le taux d'inadaptation dépasse 80 %). Il eût été simple et utile de reconverter le prévent de Besançon en ce sens. Cela aurait permis de garder le personnel qualifié dans les soins pour enfants.

C'est là que les choses se gâtent. Car la direction désire précisément licencier le personnel — en particulier la trop remuante section C.F.D.T. — ou le déclasser avec réduction de salaire.

Elle désire également faire du prévent, un établissement privé, une annexe de l'hôpital public (en louant à l'hôpital ses locaux et son personnel). C'est pourquoi transformer le prévent en maison de retraite est une excellente occasion d'une part pour mettre tout le personnel dehors et d'autre part pour rentabiliser un secteur de la Santé au profit d'intérêts privés.

A Besançon, la solidarité avec le personnel s'organise autour des militants politiques et ceux de la C.F.D.T.

Grève à la Croix-Rouge

UN mois après l'occupation du C.E.T. de Plessis-Robinson, le Foyer maternel d'Issy-lès-Moulineaux est en grève. Vingt mères célibataires de 14 à 20 ans y sont en butte à l'incurie et aux brimades de la direction. Mises en demeure d'accepter un travail ou des études que leur impose la directrice de l'établissement sous peine de renvoi et sous la menace permanente d'une séparation d'avec leur enfant, elle se voit attribuer CINQ francs par semaine et CINQUANTE francs par mois pour se vêtir.

Des soi-disants éducateurs entretiennent un climat de suspicion permanente et se complaisent à culpabiliser les filles, assistés par un médecin incompétent qui s'arroge le titre de psychiatre.

La grève commence le 31, Aussitôt, la direction, qui dépend à la fois de la Croix-Rouge et de la D.A.S.S. (direction de l'aide sanitaire et sociale), prévient les parents, dont certains viendront donner la correction à leur fille.

Malgré les pressions, la grève s'organise rapidement : les mères réclament l'abolition du règlement intérieur, la démission de la directrice, la nomination d'éducateurs qualifiés et une allocation de chômage. Elles exigent, en outre, la réintégration de l'une d'elles, Nadine, renvoyée pour ne pas s'être soumise au destin de couturière que prévoyait pour elle la direction.

Devant l'attitude intransigeante de celle-ci, deux manifestations organisées par le Comité de soutien se déroulent le samedi 5 et le dimanche 6. Elles sont sévèrement

réprimées par la police, qui investit le Foyer et prend position dans les chambres des filles. Devant cette séquestration, cinq mères célibataires entament samedi soir une grève de la faim. Elles sont rejointes le mardi matin par un éducateur qui a donné sa démission.

Mardi, la directrice reconnaît que des « aménagements » devront être faits, notamment engagement d'éducateurs et construction d'une crèche. Les grévistes poursuivent leur mouvement jusqu'à satisfaction totale. Mercredi soir, le P.S.U., le M.L.F., le S.R., les C.L.L., Technique en lutte appellent à manifester devant le Foyer.

Gervais écrase les travailleurs

EN octobre 71, les vendeuses montent un syndicat C.G.T., présentent leurs revendications au patron :

— Augmentation du fixe ; salaire garanti à 750 F par mois ; prime de transport ; remboursement des heures de travail imposées par la direction.

Résultat : deux licenciements, grève qui aboutit à une légère augmentation de salaire.

En janvier 1972, sous prétexte d'une faute professionnelle une nouvelle militante C.G.T. est licenciée. Grève. La section C.G.T. du magasin organise des piquets de grève, et appelle la population clermontoise à soutenir l'action. Des militantes du groupe femmes P.S.U. discutent avec les grévistes, et proposent l'aide du parti. Le patron durcit sa position. Quelques jours après, quatre grévistes sont licenciées. Le P.S.U. propose une réunion du collectif contre « la répression et pour la défense des libertés syndicales », d'organiser un boycottage chez Gervais. (P.C.F., Ligue des droits de l'Homme, C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., S.N.I., P.S.). La proposition du P.S.U. n'est pas retenue. Seul le P.S.U. diffuse donc devant le magasin des tracts appelant la population à boycotter Gervais. Bien que ce tract complète l'action des grévistes, certains militants se font arracher leurs tracts, et sont menacés par des membres de la C.G.T. Nous nous étions déjà heurtés à une attitude de ce genre, lors de notre première intervention. Quinze jours après le début de l'action, les grévistes sont réintégrés, sauf la première qui était à l'origine de l'action.

Le P.S.U. considère que ce n'est qu'une victoire partielle. On revient au point de départ de l'action. Le problème reste donc entier. Il faut continuer la lutte pour démasquer la manœuvre du patron.

La bombe et le bâtiment

AU Collège d'enseignement technique du bâtiment à Bourges, un capitaine et un adjudant-chef de la base aérienne stratégique d'Avord, tous les deux en tenue, on fait, le lundi 16 janvier, devant tous les élèves des classes terminales, un exposé sur la force de frappe française.

Ces messieurs devaient, paraît-il parler des débouchés que peut offrir l'armée de l'air aux élèves d'un Collège d'enseignement technique des professions du bâtiment !

En fait, ils se sont livrés à une apologie de la force de dissuasion, accompagnant leur exposé de la projection d'un film en couleurs et complétant la projection de commentaires appropriés.

Peste brune

DEPUIS plusieurs semaines les murs de Rosny sont couverts d'inscriptions du mouvement fasciste « Ordre Nouveau ». Au centre commercial du Bois-Perrier notamment : un commerçant ayant enlevé les inscriptions antisémites qui recouvraient un mur de magasin, a retrouvé la porte de son magasin défoncée le lendemain matin. Dans d'autres quartiers de Rosny, c'est au porte à porte que les fascistes opèrent en tentant de récupérer le mécontentement des travailleurs pour leurs projets racistes et antidémocratiques.

Il faut savoir ce qui se cache derrière ces graffiti, ces défilés fascistes. Avec l'aide des franquistes, des fascistes italiens et des néo-nazis allemands, ils proposent de faire de l'Europe une forteresse de l'ordre... sur fond de bruit de bottes et pour mille ans, certainement !

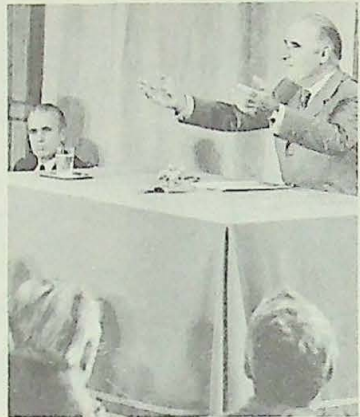
Comme à Lyon et à Paris, où en décembre dernier se déroulèrent des réunions fascistes sous la protection de la police, les travailleurs de Rosny doivent riposter à ces chantages et à cette agression.

Au sommaire



ON a beaucoup parlé de la Bolivie il y a quelques années. Le Che avait élu ce pays terre d'expérience. Mais, depuis l'échec de la guérilla, le silence s'est fait sur les luttes qui se mènent dans cette partie de l'Amérique latine. La Commission internationale du P.S.U. a décidé de le rompre en publiant un dossier qu'on lira en page 11.

CE qui est en cause dans ce qu'on appelle désormais « l'affaire Chaban », c'est beaucoup plus qu'un scandale supplémentaire ou même un changement de personnel politique. A travers toute une mécanique — que Jean-Claude Vaillant démonte en page 4 — c'est toute la politique contractuelle du pouvoir qui est mise en question. Aux révolutionnaires de s'engouffrer dans cette brèche.



LE saviez-vous ? Nous n'avons pas remporté que des succès à Sapiro ! Le Français chauvin s'en désole mais fourbit ses armes pour « sauver l'honneur » dans le tournoi des cinq nations. Futilités ? Plutôt conditionnement d'une masse et détournement d'aspirations populaires au seul profit des « marchands de loisirs ». Gilbert Chantaire nous invite à réfléchir sur le sport (page 8).

UN nouveau front s'est ouvert en Europe. Les événements qui se déroulent en Irlande dépassent de beaucoup une querelle religieuse ou une simple lutte de minorité opprimée. Le pouvoir anglais s'est laissé entraîner dans une véritable guerre coloniale. Les témoignages que nous ont fait parvenir nos envoyés spéciaux sont éloquentes (page 16).



éditorial

Ni fleurs, ni couronnes

Nous reproduisons ici le préambule au Rapport stratégique présenté par le Bureau national à la D.P.N. des 15 et

16 janvier. Rapport qui paraîtra en brochure dans les prochains jours.

Le Bureau National

Le Bureau national du P.S.U. a présenté à la Direction politique nationale des 15 et 16 janvier, un important rapport stratégique. Approuvé dans ses grandes orientations et notamment dans ses implications tactiques, il a été remanié en tenant compte des critiques du courant majoritaire et de celles des courants minoritaires qui n'étaient pas contradictoires avec son orientation générale.

Ce texte est important non seulement parce qu'il précise la stratégie et la tactique du P.S.U. dans la période actuelle, mais aussi parce qu'il intervient à un moment où de tous côtés on annonce, sinon la mort du P.S.U., du moins son éclatement probable. Tous ceux, militants ou sympathisants qui ont pensé que ce parti constituait l'instrument de leur combat peuvent alors, à la lecture de tel ou tel article de presse, se demander si le P.S.U. n'a pas épuisé sa vocation historique, celle d'un « parti-club », « fournisseur d'idées », mais incapable d'avoir la politique et la capacité militante qu'exige aujourd'hui, en France, le combat socialiste. C'est ainsi que notre parti se voit couronner à titre posthume pour toutes les questions qu'il a soulevées ces dernières années : le contrôle ouvrier, l'autogestion, la réalisation d'un socialisme fondé sur la liberté, la question régionale... Mais à tous ceux qui croient ou feignent de croire, comme l'affirmait un récent article du journal « Le Monde », que le P.S.U. est en train d'agoniser, nous voulons montrer que notre combat est bien loin d'être terminé.

Si le P.S.U. a été en crise c'est bien davantage en effet au cours de ces trois dernières années, où il a davantage exprimé une sensibilité, celle d'un grand nombre de militants révolutionnaires, venus à l'action politique en mai 68, qu'une réelle politique. Une telle situation ne pouvait être que provisoire. Certains camarades n'ont toujours considéré le P.S.U. que comme une « structure d'attente » : ceux qui n'avaient d'autre objectif que de voir la S.F.I.O., discréditée par la guerre d'Algérie, adopter un langage plus mo-

derne et une pratique moins compromettante ne peuvent accepter aujourd'hui de contribuer à une politique qui affirme la nécessité, dans ce pays, d'une réelle force socialiste révolutionnaire. Quant aux camarades pour qui le combat révolutionnaire se résume à la construction d'un parti communiste « qui n'aurait pas dévié », sans vouloir redéfinir d'autres rapports entre parti et travailleurs, sans tenter de mettre en place d'autres formes de combats plus libératrices que celles véhiculées jusqu'ici par le mouvement communiste international, ils ne peuvent que prendre acte du fait que le P.S.U. a choisi une autre voie. Loin d'être le signe d'une crise, ces reclassements dans la gauche et l'extrême-gauche françaises sont la preuve d'une maturation politique. Et cette maturation s'accompagne pour le P.S.U. d'un renforcement militant sensible au cours de ces derniers mois.

Nous pensons aujourd'hui que la condition qui permettra aux révolutionnaires de reprendre l'initiative politique est d'accepter l'épreuve des faits. L'extrême-gauche française a vécu sur des mythes qui lui ont fait croire tour à tour à l'imminence d'une nouvelle crise révolutionnaire, à la désintégration du P.C. et du P.S., à la solution miracle « du » parti révolutionnaire. Il nous faut aujourd'hui constater que les travailleurs ne seront prêts à courir les risques inhérents à toute transformation révolutionnaire que si elle aboutit réellement à une transformation des rapports sociaux et non au seul changement de personnel politique, fût-il de gauche ou d'extrême-gauche.

La fraction sociale qui n'a que ses chaînes à perdre, c'est-à-dire le lumpen-prolétariat secrété par le capitalisme développé, ne peut suffire à fonder cette transformation.

N.B. : Dans les semaines qui viennent l'organisation d'un meeting national et de meetings régionaux sur la stratégie du P.S.U., et le lancement

Pour la plus grande partie de la classe ouvrière et des forces sociales qui pourraient s'allier à elle, la révolution n'aura de sens que si elle ouvre au travail des hommes, à l'exercice de leur liberté, de leurs désirs et de leurs besoins un tout autre modèle de vie que celui que leur impose le capitalisme.

Une force politique révolutionnaire n'a de sens que si elle permet l'expression de ces nouveaux besoins sociaux, que si elle fournit aux travailleurs les moyens militants et théoriques leur permettant de traduire leur combat non plus seulement en termes de révolte mais aussi en termes de construction d'une autre société. Un parti révolutionnaire qui se contenterait de présenter « son » programme et « ses » solutions ne ferait qu'enterrer la vieille conception réformiste de la délégation de pouvoir : « Faites-nous confiance ».

Que ce chèque en blanc soit donné par les urnes, par les armes ou par tout autre moyen, il appartient en fait au même univers politique qui a produit la social-démocratie et le stalinisme.

C'est pourquoi le P.S.U. s'attache aujourd'hui à promouvoir d'autres formes de lutte, d'autres cadres d'organisation et d'autres méthodes pour élaborer un programme de transition au socialisme (1). C'est là notre pari. Nous en mesurons la difficulté.

(1) Le week-end national de travail des 4 et 5 mars, à Paris, doit permettre d'engager l'ensemble du parti dans cette élaboration. Ce sera donc une instance de travail très importante à laquelle sont conviés les camarades pouvant travailler à l'élaboration du Programme.

de la nouvelle formule de « T.S. » constitueront des outils militants auxquels le parti devra donner le maximum d'efficacité.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
 N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
 N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
 N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
 N° 24-25 - La police dans la lutte de classes 2 F
 N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats » 1 F
 Le numéro simple 1 F
 Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
 à « TRIBUNE SOCIALISTE »
 9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

La nouvelle société malade des travailleurs

EN 1969, à la France malade de mai 68, Chaban administrait le remède de la « nouvelle société ». Certes, il s'agissait de vendre du vent et l'image de marque d'un Premier ministre dynamique sachant renouveler dans la continuité le personnel politique en place depuis onze ans de gaullisme. Mais il s'agissait aussi de rêves plus ambitieux : il fallait fournir à la bourgeoisie française des réponses politiques lui permettant de surmonter ses difficultés.

Les incantations à la « qualité de la vie » peuvent être rangées parmi les accessoires qui enjolivent les discours dominicaux. La concertation proposée aux organisations professionnelles et syndicales constituait, elle, la pièce maîtresse de cette politique. C'était un véritable traité de paix sociale qui était proposé à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Donnant donnant. D'un côté quelques concessions aux revendications salariales qui accentuaient l'éventail hiérarchique. De l'autre côté, la promesse explicite (c'étaient les clauses anti-grèves) ou implicites (dans la période qui a suivi) qu'aucun conflit ne viendrait secouer le fragile équilibre au service de la bourgeoisie.

Tout se tient. Hier, la mise en place de la politique contractuelle et la fabrication d'un Premier ministre enjôleur. Aujourd'hui, l'affairiste démasqué et la mise en pièces de la grande politique sociale du gouvernement.

La guerre de succession

Les scandales ne poussent pas et avec cette rapidité, sur n'importe quel terrain. Que Chaban-Delmas soit un milliardaire bénéficiant de tous les avantages procurés par une loi fiscale faite pour les capitalistes. Que Chalandon ait été, avant son entrée au gouvernement, directeur d'une société immobilière bénéficiant comme toutes ses concurrentes, de dérogations gouvernementales. Que les requins de l'immobilier et les députés de l'U.D.R. appartiennent à la même famille. Voilà des faits connus, depuis des années, non par quelques-uns mais par la grande majorité des travailleurs. La nouveauté de la situation n'est donc ni créée par la connaissance de ces faits, ni par leur large divulgation : ce qui est nouveau, c'est qu'ils crévent aujourd'hui comme des scandales et qu'ils n'apparaissent plus supportables. Partie prenante de la crise politique, les scandales sont bien évidemment utilisés et récupérés par tous les candidats à la succession dans le cadre du régime.

La minorité de la majorité entend tirer les marrons du feu à la condition que celui-ci soit bien circonscrit au personnel de l'U.D.R. Tant que l'escroquerie immobilière occupa le devant de la scène, Giscard pouvait espérer conserver une figure respectable. Il

est vrai que les « nouveaux riches » de la Garantie foncière ne bénéficient pas des siècles d'expérience du grand capital qui sait utiliser toutes les ressources d'une légalité faite pour lui. Tout le monde ne peut pas être l'héritier d'une famille qui exploite paysans et travailleurs depuis des générations parce que « telle est la loi de la nature ». L'extension du feu des scandales à Chaban complique la position de Giscard, père du système de l'avoir fiscal. Sa carte de rechange pour la bourgeoisie s'en trouve un peu écornée.

Heureusement, les centristes répondent présents à l'appel à la succession. Ils font feu de tout bois contre la feuille d'impôts de Chaban. C'est merveille de voir Pierre Uri, ancien dirigeant de la F.G.D.S. rallié à Servan-Schreiber, représentant en France d'une grande banque américaine, approfondir le système de l'avoir fiscal. A l'intérieur du grand capital, la concurrence fait rage et chacun des concurrents essaie de se faire une clientèle parmi la petite et moyenne bourgeoisie. C'est pourquoi, pour les centristes, la dénonciation du « scandale » Chaban a un enjeu précis : s'attirer les artisans et commerçants qui partent en guerre contre la fiscalité du gouvernement. Il ne faut pourtant pas gratter beaucoup le vernis réformateur pour découvrir les résidus du M.R.P. et du parti radical, les partis dominants de la IV^e et de la III^e République. Sous ces régimes, l'exploitation des travailleurs par le grand capital était en partie camouflée par la place politique tenue par la moyenne bourgeoisie. Celle-ci, comme chacun ne le sait pas, est demeurée à l'abri de tous les scandales financiers des républiques passées. C'est parce qu'il est au centre de ces intérêts là, que l'éternel revenant, Antoine Pinay, emprunte à nouveau le sentier de la guerre.

Cette ardente guerre de succession montre que pour la bourgeoisie il faut songer au remplacement de l'actuelle équipe politique qui trône au pouvoir. Incapable de briser la combativité ouvrière, mis en échec sur le terrain qu'il avait délibérément choisi, celui de la concertation, le gouvernement Chaban s'est épuisé en moins de trois années. La nouvelle société est malade des travailleurs.

Quand le P.C.F. est propre et honnête

Face à cette situation, le parti socialiste et le parti communiste entendent bien être présents dans la course à la succession.

De fait, depuis le mois de juin, « l'Humanité » parle haut et fort et s'en prend avec vigueur aux scandales. Le fond politique est fourni par une affiche largement collée sur les murs de la région parisienne : elle repré-



sente un coup de balai et avance seulement deux mots d'ordre : propreté et honnêteté. Comme la France serait propre et honnête sous le régime de la démocratie avancée ! Il s'agit effectivement d'occuper la place de l'actuel gouvernement pour y balayer les poussières des scandales. Ainsi la campagne du parti communiste s'en prend au personnel politique actuellement en place, dénonce ses collusions avec la poignée de grands capitalistes qui font main-basse sur la France et ne se fixe que des objectifs visant à changer le personnel politique. C'est le contraire d'une bataille de classe.

Un premier exemple : la campagne contre Rives-Henrys, n'a en rien servi de détonateur à une campagne de masse contre la politique du logement ; elle s'est concentrée sur l'exigence de la démission de ce député malhonnête afin d'organiser une grande élection partielle où soit Paul Laurent, soit Georges Marchais auraient été candidats à la succession.

Un second exemple : l'affaire de l'avoir fiscal de Chaban est intégrée à la campagne du P.C.F. et de la C.G.T. pour une fiscalité démocratique. C'est une campagne fondamentalement réformatrice qui ne vise que la répartition de l'impôt et qui n'a débouché sur aucune action de masse depuis son lancement, il y a plus d'un an.

Un troisième exemple : à la vigueur du ton employé par « l'Humanité » pour s'en prendre à Chaban, Chalandon et compagnie, il faut comparer les réponses incertaines de Ségué après la rupture des négociations à la S.N.C.F. Le seul élément clair qui ressort des déclarations du secrétaire général de la C.G.T., c'est qu'il n'est pour rien dans l'échec de la politique contractuelle et que le seul coupable est Chaban. Voilà qui montre que cet échec n'est pas dû à une nouvelle offensive des organisations syndicales, mais bien à la nature de la marge de manœuvre de la bourgeoisie et à l'intransigeance patronale et gouvernementale qui en découle. Là encore, le terrain des batailles de masse contre le pouvoir est abandonné.

Respecter la règle du jeu de la bourgeoisie, c'est prendre ses scandales pour des verrues qui enlaidissent le visage de la société et qu'une petite opération chirurgicale pourrait éliminer. C'est se porter candidats à la succession pour accomplir cette tâche en occupant l'appareil d'Etat mis en place par la bourgeoisie.

Briser cette règle du jeu, c'est prouver dans l'agitation pratique que ces soi-disant scandales sont directement partie prenante de l'exploitation des travailleurs, qu'ils ne sont pas l'exception mais la loi du régime capitaliste. Cela veut dire intégrer ce travail au travail politique poursuivi sur les fronts de lutte des révolutionnaires. Par exemple, l'intervention des révolutionnaires, à propos de l'affaire Rives-Henrys, réside dans leur capacité à poursuivre l'action sur le terrain du logement, à dévoiler les mécanismes qui permettent, systématiquement, aux grandes banques de piller les villes. Du point de vue des conditions de travail et de vie des travailleurs, Paribas et Suez sont tout aussi « scandaleux » que ces escrocs de la Garantie foncière.

Briser cette règle du jeu, c'est montrer que tout se tient, de la mise en pièces de la politique contractuelle de Chaban à la guerre de succession où tous les coups sont permis.

Il ne suffit pas de crier « Chaban à la porte » pour que le pouvoir appartienne aux travailleurs. Il ne suffit pas d'appeler à la convergence des luttes pour empêcher qu'elles ne soient dévoyées et récupérées par les réformistes.

Les difficultés de la bourgeoisie montrent qu'il est possible de lui porter des coups rétrécissant encore davantage sa marge de manœuvre. C'est la fonction de l'indispensable plate-forme d'action immédiate que les révolutionnaires doivent mettre en chantier s'ils entendent saisir les chances offertes par la situation.

J.C. Vaillant

Luttes ouvrières

Les illusionnistes et les révolutionnaires

Jacques Ferlus



AU lendemain de leur grève nationale, les journaliers ont participé à la manifestation pour l'emploi, organisée à Paris le 2 février par la C.G.T. et la C.F.D.T. Ils y ont constaté la participation de 20.000 travailleurs. Seulement 20.000 alors qu'on s'accorde à estimer à 140.000 le nombre des chômeurs dans la seule région parisienne.

Le temps pluvieux n'explique pas tout. Une manifestation au milieu de l'après-midi ne peut être assurée de succès que si elle s'accompagne de mots d'ordre nets appelant à la grève ou aux débrayages. Or dans la plupart des entreprises, les sections syndicales n'ont appelé à la manifestation que fort timidement. Une exception malgré tout : les travailleurs du livre.

Les refus des « promenades »

Si les militants syndicaux des entreprises n'ont pas déclenché une grande opération de mobilisation pour cette manifestation, c'est plus par réalisme que par défaut de militantisme de leur part. Ils savent qu'en période de chômage les travailleurs songent d'abord à préserver leur emploi, et pour cela ils estiment qu'il ne faut pas trop bouger. Le patronat contribue à cette opinion, il ne manque pas de faire figurer dans les premières charrettes de licenciements une bonne proportion de militants syndicaux ou politiques. Ça fait réfléchir.

Mercredi dernier, dans les entreprises où les syndicats avaient appelé les travailleurs à débrayer et à sortir des ateliers, on a enregistré un certain nombre d'échecs ; en particulier dans la métallurgie, pourtant très revendicative par tradition, dans certaines usines seulement quelques dizaines de travailleurs ont répondu à l'appel des syndicats.

Mais, outre le fait de la

difficulté de mobilisation sur un tel thème, il est évident que les travailleurs ne croient plus à ces « promenades » dont l'efficacité sur le patronat n'a jamais été véritablement démontrée.

Même s'ils craignent la répression patronale, les travailleurs pensent que c'est sur les lieux mêmes de la production que doit avoir lieu la lutte pour l'emploi. Les organisations syndicales et plus particulièrement la C.G.T., ne paraissent pas avoir le même point de vue. On préfère défilé, sûrement parce que c'est plus publicitaire. La « sortie » de Paris en est une nouvelle illustration. Avant il y avait eu la Lorraine, où on s'était attaché à mieux réussir les manifestations hors des entreprises que la riposte à l'intérieur.

L'intransigeance et la force de la C.G.T. condamnent la C.F.D.T. au suivisme et l'entraînent par là à cautionner ces opérations qui ont pour but de renforcer l'assise électorale de la « gauche unie ».

La crise s'étend

Les chômeurs et les travailleurs en voie de l'être, c'est-à-dire environ un million de personnes, sont en droit d'attendre autre chose. C'est le cas dans le Nord où, pour faire face aux fermetures, on envisage d'implanter des usines d'automobiles qui emploieront 80 % d'O.S. alors que la main-d'œuvre locale est dans l'ensemble très qualifiée. La vallée de l'Ondaine dans la Loire, attend toujours la création de 1.700 emplois qui doivent apporter la solution à la fermeture prochaine des mines. Les zones industrielles sont toujours vierges. On pourrait multiplier les exemples.

C'est peut-être dans le textile que la situation est la plus dramatique. En cinq années 100.000 emplois ont été supprimés. Il faudra en compter 100.000 de plus d'ici à 1975. Paradoxalement,

pendant le même temps, la productivité augmente à un rythme jamais atteint : 9 % pour la seule année 1971.

Cette augmentation de la production se constate pratiquement dans toutes les branches. Le patronat l'impose grâce aux concentrations d'entreprises, comme dans le papier-carton, par la modernisation des installations, et l'accélération des cadences. Les travailleurs le savent, tout comme ils savent que c'est sur ce front qu'ils doivent s'attaquer au patronat pour garantir leur emploi.

L'offensive du P.S.U.

C'est pour poser ces problèmes et envisager des solutions d'action, que la commission régionale entreprise du P.S.U., a convié les travailleurs de la région parisienne à un meeting à la Mutualité, le 3 février dernier.

Ils sont venus 2000. C'est déjà un succès. La parole y a été donnée aux travailleurs, à ceux qui dans leurs entreprises sont confrontés à la réalité du chômage. Les discussions se sont engagées autour des stands réalisés par les différentes branches d'industrie. On s'y échangeait les informations, les tracts, les expériences militantes. Plus tard à la tribune les militants de Roussel-Uclaf, de la S.N.I.A.S., du bâtiment... et aussi de Lorraine ont exposé des situations dans lesquelles chacun se retrouvait.

C'est donc dans une large unanimité que les participants ont décidé d'engager une grande lutte pour l'emploi dans les entreprises, une lutte offensive qui assure l'unité des travailleurs. Pour les participants au meeting organisé par le P.S.U., l'offensive contre le chômage passe par l'obtention d'un statut unique pour tous, c'est-à-dire qu'il faut se battre pour la suppression de la hiérarchie. C'est aussi la réduction du temps de travail et des cadences sans perte de salaire. Ces



deux objectifs ne seront pas négociés, mais imposés au patronat par des débrayages, le non-respect des horaires et des assemblées générales de travailleurs qui ont seules pouvoir de décision.

Plus que jamais on a senti combien le langage du P.S.U. était crédible auprès des travailleurs. Les militants vont s'employer à le faire passer dans les faits.

La fin des contrats de progrès !

La tâche n'est pas simple, mais elle débute dans une période d'autant plus favorable que tant la C.G.T. que le P.C.F. sont plus préoccupés par la feuille d'impôt de Chaban-Delmas que par le combat dans les entreprises. Occupés aussi à mettre le gouvernement en échec sur les contrats de progrès.

Une fois de plus on annonce la mort de la politique contractuelle. On avait dit la même chose lors de la grève des cheminots au printemps dernier. Et à l'automne on signa des contrats à l'E.D.F. et dans la Fonction publique.

Mais cette fois les choses vont nettement plus mal. C'est la rupture à la S.N.C.F. et on s'attend à une réplique des cheminots qui en sont pour l'instant à chercher la forme qu'elle pourrait avoir pour être assurée d'aboutir. Chez Renault, la négociation est mal engagée et les rencontres de cette semaine pourraient aboutir à la rupture. Mêmes difficultés aux charbonnages, ce qui ne laisse rien présager de bon pour les futures négociations à la R.A.T.P. ou dans les Potasses d'Alsace.

« Contrats de régression » entend-on dire ici et là. C'est vrai, mais le contrat E.D.F. de l'automne était régressif lui aussi, la C.G.T. l'a malgré tout signé.

La C.G.T. n'est pas tout à coup opposée aux contrats de

progrès. Roger Sylvain, responsable C.G.T.-Renault, ne disait-il pas après la réunion du 1^{er} février avec la direction : « Ce qui vient de se passer... ne peut être assimilé à une véritable politique contractuelle. »

L'offensive syndicale contre les contrats ne se fait pas par le fond, mais uniquement par tactique. Pour le moment l'essentiel est de discréditer encore un peu plus Chaban-Delmas, ce n'est pas mauvais en soi mais ça n'a que peu de conséquence sur l'ensemble du régime. Et puis, face au calme relatif du secteur privé il faut bien que quelque chose bouge. Donc pourquoi ne pas lancer le secteur public ? Cela a moins de conséquences et ça peut permettre de redorer le blason de la combativité syndicale... C'est pas de la bonne stratégie électorale ça ?

Briser l'autorité patronale

Si la politique contractuelle est moribonde, ce n'est pas aux syndicats qu'elle le doit. Le but de Chaban-Delmas n'était-il pas de répercuter l'expérience des contrats du secteur public dans le secteur privé ? Il n'en est plus question, compte tenu de la crise de l'emploi. Les patrons ne tiennent pas à prendre des engagements, qui, mêmes minimes, pourraient les empêcher de jongler selon les fluctuations de la conjoncture économique. Tout ce qui intéresse les patrons, pour l'heure, c'est de maintenir le taux de productivité en constante augmentation, ainsi que les profits bien entendu.

On voit donc combien sont justes les mots d'ordre du P.S.U. Briser l'autorité du patronat en imposant le contrôle des travailleurs sur la production et les cadences, est bien la seule voie qui permette de résoudre la crise de l'emploi. C'est surtout le bon chemin pour en finir avec le capitalisme.

Henri Mondor

La situation s'aggrave

Vendredi 4 février, la révolte a éclaté aux urgences : 50 malades pour 35 lits, des perfusions accrochées aux extincteurs, des couloirs encombrés et pas de personnel ! Voilà les résultats de la rentabilisation dans un hôpital « le plus moderne d'Europe ».

En même temps, les « patrons » les plus réactionnaires, soutenus par le directeur de l'hôpital, déclenchent la répression : mutation disciplinaire d'une secrétaire, décision d'expulsion de la pharmacie d'un agent et d'un aide-soignant. La vengeance est un plat qui se mange froid ! On ne pardonne pas aux travailleurs les plus combattifs leur animation de la grève administrative et d'avoir imposé dans la lutte les soins gratuits !

La riposte se met en place et une assemblée du personnel doit décider de l'action.

Dunkerque

Victimes du profit

DANS le Nord où le chômage s'étend de jour en jour (les mines, le Valenciennois, etc.), les capitalistes pensent avoir trouvé la solution de rechange en proposant aux travailleurs d'aller à Dunkerque.

Dunkerque, c'est le Pérou, mais pour qui ?

Il est indéniable que le capitalisme investit beaucoup en ce moment à Dunkerque (comme à Fos) avec l'argent de la collectivité. Mais qui profite en fait de ce développement ? La population de Dunkerque qui voit les prix des loyers monter en flèche, les travailleurs expatriés, ou bien les grandes sociétés, qui tel le trust Usinor bénéficient d'avantages considérables (le fric des emprunts acier, les tarifs préférentiels imbattables de la S.N.C.F., etc.) et d'équipements d'infrastructure offerts gratuitement par le gouvernement (nouveau port minéralier et ses quais privés exploités par Usinor, route express aboutissant aux portes de l'usine, canal à grand gabarit creusé entre Usinor-Dunkerque et Usinor-Valenciennes, etc.) ?

Un certain nombre de « faits divers » survenus ces derniers temps illustrent comment le profit dans notre société passe avant même la vie, la santé des ouvriers.

En 1971 à Usinor-Dunkerque, quinze travailleurs sont morts victimes d'accidents de travail ; des centaines d'autres ont été blessés dont un bon nombre avec handicap permanent. Dans la majeure partie des cas, la cause de ces « accidents » sont les cadences infernales, la course au profit, les primes...

Des « marchands d'hommes », genre « Bis » qui jouent les intermédiaires entre les boîtes font miroiter aux yeux des travailleurs le mirage de

primes de déplacement et promettent à ceux qui se laissent prendre des avantages qui, en pratique, se révèlent illusoire.

L'exemple du logement

D'ici à 1975, la population aura augmenté, selon les prévisions, de 60.000 personnes. Chaque « responsable » sait en conséquence qu'il faudrait construire au moins 4.000 logements par an dans l'agglomération dunkerquoise. Or en 1971, on en était à 1.700 constructions.

Ce décalage énorme, outre qu'il ne donne pas mauvaise conscience aux « marchands d'hommes » qui continuent de promettre envers et contre tout des maisons à ceux qu'ils embauchent, a été à l'origine de deux graves « faits divers » survenus récemment.

Du fait du manque de logements, un nombre grandissant de travailleurs ont dû trouver refuge dans des camps de caravanes, une « industrie » particulièrement florissante dans l'environnement des usines. Mais voilà :

A la B.J.

Les travailleurs de La Belle Jardinière à Paris ont fait grève mardi 1^{er} février à la suite de la décision arbitraire de la direction de modifier les horaires (rentrée un quart d'heure plus tard, heure de table allongée, sortie à 19 h au lieu de 18 h 30). Or, la plupart des employés habitent en banlieue. Dans ce magasin « jeune » (personnel partiellement renouvelé), c'est pour beaucoup la première lutte.

Le manque d'expérience, allié aux carences manifestées par les syndicats, ont pesé lourdement sur le déroulement de l'action. Dès le début, la grève s'est caractérisée par l'absence de perspectives précises et de prise en charge du mouvement.

Lors de l'assemblée générale du 31, les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C.) proposent des modes d'action différents. A la demande des travailleurs qui sentent la nécessité d'être unis, une proposition commune est élaborée. En fait, ni la C.G.T., qui freine immédiatement le mouvement, ni la C.F.D.T., qui ne sait pas l'organiser, ne donnent aux travailleurs les moyens de mener leur grève.

De plus, ces derniers, isolés, subissent les pressions de la direction et de certains cadres : menaces, chantages, promesses de « dérogations » individuelles.

Tandis que les consignes des syndicats deviennent de plus en plus vagues (maintien des anciens horaires, assemblée générale à 18 h 30, puis 19 h, abandon de la grève envisagée pour le samedi), les assemblées générales sont désertées et les travailleurs se démobilisent.

Il faut dès maintenant tirer les leçons de cet échec car ce changement d'horaires à la B.J. est un test pour les autres grands magasins. D'ores et déjà, les travailleurs doivent se préparer à combattre cette mesure imposée qui contribue à détériorer leurs conditions de vie (moins de vie de famille, difficultés matérielles accrues pour les femmes).

Collectif Grands Magasins.

Le monde ne peut pas se payer une caravane ou une location de baraque pompeusement baptisée « bungalow ». Alors — et c'est le cas notamment pour un bon nombre d'immigrés — il reste les « camps » de chantier où les conditions de vie sont dégueulasses (Loon-Plage, Le Clipon, cantonnement Usinor, etc.) ou les foyers de célibataires hors de prix, où les gérants appliquent une discipline de bagné (Grande-synthe), ou encore les centres tel celui de St-Pol, où un « marchand de sommeil » indic « héberge » soixante travailleurs dans une pièce dans des conditions inimaginables.



Il y a pire encore : le bidonville, tel celui de St-Gobain à St-Pol-sur-Mer ou de l'Oncor à Dunkerque, où des dizaines de travailleurs français et immigrés ont trouvé refuge dans de vieilles voitures, autobus ou baraques.

Le 31 décembre, à l'heure où tout le monde réveillonnait, un incendie a anéanti à St-Gobain deux autobus, une fourgonnette et une caravane. Certes, il n'y a pas eu de morts, mais sept travailleurs marocains ont tout perdu : leurs affaires, leurs habits, leur argent.

Quelques jours après, deux jeunes travailleurs mouraient asphyxiés dans l'auberge de jeunesse de Dunkerque, où ils avaient pénétré, comme on dit, « par effraction ». La raison de ce « délit » en est bien simple.

Depuis des mois, faute de foyer d'hébergement pour les jeunes travailleurs, l'auberge servait en hiver de centre d'hébergement à une vingtaine d'entre eux. Ce n'était pourtant pas du luxe : ils payaient 4,50 F par jour (alors que dans les hôtels de Dunkerque on réclame 33 F par nuit), mais n'étaient ni chauffés, ni évidemment nourris. Un pis-aller par conséquent.

Or un beau jour, un responsable de la fédération des auberges de jeunesse, un « socialiste », est venu faire un tour à l'auberge de Dunkerque et ça ne lui a pas plu de voir des jeunes de toutes les nationalités y trouver un toit. Alors le 15 janvier, l'auberge a été fermée sous prétexte de travaux et vingt jeunes se sont retrouvés à la rue. Dix-sept se sont débrouillés, on ne sait comment. Pour trois



Ecole centrale de formation de cadres militants.

1^{er} week-end : Eléments d'analyse marxiste.

- J.-M. Vincent : Qu'est-ce que la lutte de classes ?
- F. Dalbert : Quel est son rôle dans l'histoire ?
- M. Bridier : Les lois du mode de production capitaliste, exploitation et accumulation.
- G. Massiah : L'évolution du capitalisme ; l'impérialisme ; la lutte des classes en France.
- J. Malterre : La stratégie du capitalisme français et de son Etat.

Le stage sera répété deux fois afin d'ouvrir au maximum les possibilités de choix : les 19-20 février et 26-27 février.

Renseignements auprès des responsables Formation et à la commission Formation.

Grève de la faim des enseignants

Six enseignants de la Loire ont entamé depuis le lundi 24 janvier une grève de la faim pour obtenir la réintégration de G. Polat, professeur titulaire au Lycée de Firminy, radié depuis le 3 juin de l'Education nationale. Ainsi qu'ils l'ont proclamé dans leur appel initial, Huguette Bouchardeau, A. Charcosset, M. Gaillard, A. Gruenais, P. Peyron et J. Terrel n'ont pas choisi cette forme d'action par goût de l'abstinence ou du sacrifice individuel, mais pour secouer chez les enseignants un sentiment d'impuissance provoqué par l'inertie des responsables départementaux du S.N.E.S. (« Unité et action » : O ironie !).

Qu'est-ce que « l'affaire Polat » ?

Polat, reconnu comme irréprochable sur le plan professionnel, est un militant gauchiste et ne le cache pas. Il est en maladie lorsque, le 5 février 1971, se produit un incident entre la police et des militants maoïstes qui diffusaient des tracts à l'usine Creusot-Loire de Firminy. A la suite de cet incident, tous les militants gauchistes, dont Polat, sont recherchés, sur « présomption morale ». Vu son état de santé, Polat ne tient pas à se mettre dans les mains de la police, et se soigne hors de chez lui, mais fournit régulièrement des certificats médicaux. Absent, il ne peut prendre connaissance à temps, d'une convocation à une contre-visite, se présente trois jours après la date prévue... trop tard. L'Administration a fait diligence pour utiliser ce prétexte : Polat est radié le 3 juin.

Signalons, d'autre part, que Mme Polat qui avait obtenu sa mutation pour Firminy auprès de la commission paritaire (après son mariage avec Gérard Polat) s'est vue annuler cette mutation par ordre direct du ministre. Motif : être la femme de Polat. Mme Polat a été ensuite mutée du Nord à Lyon sur un poste provisoire et elle est toujours jugée indésirable dans la Loire.

Polat fait appel pour ce qui le concerne au Tribunal administratif, et demande l'aide de son syndicat. Il est soutenu par la section syndicale de son établissement, mais au niveau dé-

partemental, le S.N.E.S. fait la sourde oreille et bloque les velléités de soutien qui se font jour au sein de la F.E.N., sous prétexte que la base n'est pas assez sensibilisée. Le premier trimestre de l'année scolaire se passe ainsi en atermoiements, et à la rentrée de janvier, rien n'est encore envisagé.

Pourtant, dès que la décision des grévistes de la faim a été connue, la mobilisation a été rapide : un Comité de soutien se constitue, recueille plusieurs centaines de signatures, et 250.000 anciens francs dans les trois jours qui suivent ; du côté des organisations, le Comité reçoit l'appui du S.G.E.N., de la C.F.D.T., de la Ligue des Droits de l'Homme, du P.S.U., de la Ligue Communiste, du Secours Rouge, etc. Le jeudi 27 janvier, un meeting réunit 700 enseignants et lycéens à la Bourse du Travail et se termine par un défilé à la préfecture où une délégation demande à être reçue par l'inspecteur d'Académie (celui-ci qui n'avait pas hésité à faire appel à la police pour forcer les grévistes à évacuer en pleine nuit le lycée où ils s'étaient d'abord installés, use du même procédé pour se débarrasser de la délégation).

Le samedi 29, une assemblée de professeurs décide d'entamer dès le mardi 1^{er} février une grève dans les établissements scolaires de la région stéphanoise, grève renouvelable un jour par semaine, après les vacances de Mardi-Gras, jusqu'à la réintégration de G. Polat. S'associant à cette décision, le S.G.E.N. refuse toutefois de l'appliquer dès le 1^{er} février, le délai étant trop court pour déposer un préavis : malgré cela, près de 200 enseignants ont fait grève effective ce mardi 1^{er} février. On peut prévoir qu'ils seront beaucoup plus nombreux pour celle du 16 février.

De leur côté, les lycéens se sont mobilisés de façon autonome, et ont manifesté sous des formes diverses (grève, jeûnes de solidarité, etc.), un appui par lequel ils signifient aussi leur volonté de libérer leurs propres droits à l'expression dans les établissements scolaires.

La salle de la Bourse où se sont installés les six grévistes depuis le 27 février connaît une activité incessante : ensei-

gnants et lycéens viennent prendre les informations, préparer les actions à venir. On tire des tracts, on confectionne des panneaux explicatifs, on tient des réunions d'information. Des délégations de travailleurs (Gatty, Robert, Ernault Somua, etc.), eux-mêmes en lutte contre la répression patronale, sont venus apporter leur soutien.

L'attitude des organisations

Devant l'ampleur de la mobilisation déjà réalisée, plusieurs organisations se sont vues contraintes de se définir. Certaines d'entre-elles (C.G.T.-S.N.E.S.) le font en cherchant à discréditer le Comité de soutien qu'elles accusent d'« entrepise de destruction syndicale », et d'être manipulé par les « gauchistes » et plus précisément par le P.S.U. Mais cette manœuvre a fait long feu : le fait que des militants P.S.U. (dont Huguette Bouchardeau, l'une des six grévistes de la faim) participent à l'action, n'a choqué que ceux qui s'en tenaient écartés. Les allégations d'un tract rédigé par le S.N.E.S. à la veille de la grève du 1^{er} février ont tellement indigné ses destinataires, que la diffusion a dû être précipitamment interrompue...

D'autres, c'est le cas notamment du P.S., ont cherché à réintégrer l'action en cours dans le giron d'un cartel des organisations politiques de gauche et des syndicats, sur le thème général de la défense des « libertés démocratiques ». « Nous ne défendons pas que Polat » argumentent-ils, « nous nous battons contre tous les cas de répression ».

Le Comité de soutien n'a jamais prétendu autre chose, et le prouve en organisant le vendredi 12 février une soirée-débat avec la participation de J.-M. Domenach, H. Leclerc, D. Jakubovic, sur la répression dans l'école et les autres structures répressives de la société.

Sans a priori quant aux formes d'action et quant aux partenaires, le P.S.U. a affirmé pour sa part que la sincérité des déclarations pour les libertés passait actuellement par un engagement effectif dans l'action entreprise pour la réintégration de G. Polat. La C.F.D.T. s'est prononcée clai-

rement dans le même sens, la F.E.N. et le P.S. hésitent, le P.C. et la C.G.T. ont répondu sous la forme d'un refus de tout contact avec les « gauchistes » du Comité de soutien...

Aux dernières nouvelles la F.E.N. lancerait un mot d'ordre de grève départementale pour la fin février, passant par dessus l'inertie du S.N.E.S. qui,

sans rire, proposait d'organiser un « référendum » de consultation !

La reprise de l'action à la rentrée sera la meilleure réponse. Pour l'heure, la grève de la faim continue. Au 12^e jour de grève, trois grévistes ont dû être hospitalisés. La relève est assurée par de nouveaux camarades : J. Colomb, G. Grossi, M. C. Héritier.

L'AMOUR APRES 40 ANS



D' LAGROUA WEILL HALLE / D' VALENSIN
EDITIONS GUY DE MONCEAU

Ce n'est pas à la fréquence du désir que se mesure un amour, mais à la perfection de l'acte qui l'épanouit.

On a cru longtemps que l'amour et la sexualité étaient l'apanage de la jeunesse, aussi l'ignorance des problèmes de la sexualité est-elle grande chez les plus de 40 ans. Comment pourrait-il en être autrement puisque leur éducation a délibérément méconnu ces questions ?

L'ouvrage qui comble une telle lacune a pour auteurs :

- Le Dr LAGROUA WEILL HALLE, spécialiste des problèmes du couple ;
- Et le Dr VALENSIN, éminent sexologue dont les livres font autorité en France et à l'étranger.

QUELQUES-UNS DES CAS EXPOSES

Que faire avec un mari cardiaque ? La fréquence des rapports à l'âge mur. Un couple peut-il revivre après de longues années de séparation, l'amour de ses vingt ans ? Un mari dont la virilité baisse alors que sa femme s'épanouit. Comment compenser les troubles sexuels après l'ablation des ovaires ? La ménopause et les satisfactions solitaires. Le renouveau sexuel chez les vieux couples. Que faire lorsque les désirs ne persistent que chez un seul des deux conjoints ? La contraception après 40 ans. La jalousie de la ménopause. Les obsédées sexuelles. Des lettres confidentielles sur la sexualité des plus de 40 ans.

Vente à nos bureaux ou par correspondance.

EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, Paris 17^e. WAG. 34-62.

Paiement par chèque, mandat, C.C.P. PARIS 6747-57, France ; à la commande : 25 F

BON Veuillez m'adresser ...
exemplaires de
« L'Amour à 40 ans ».

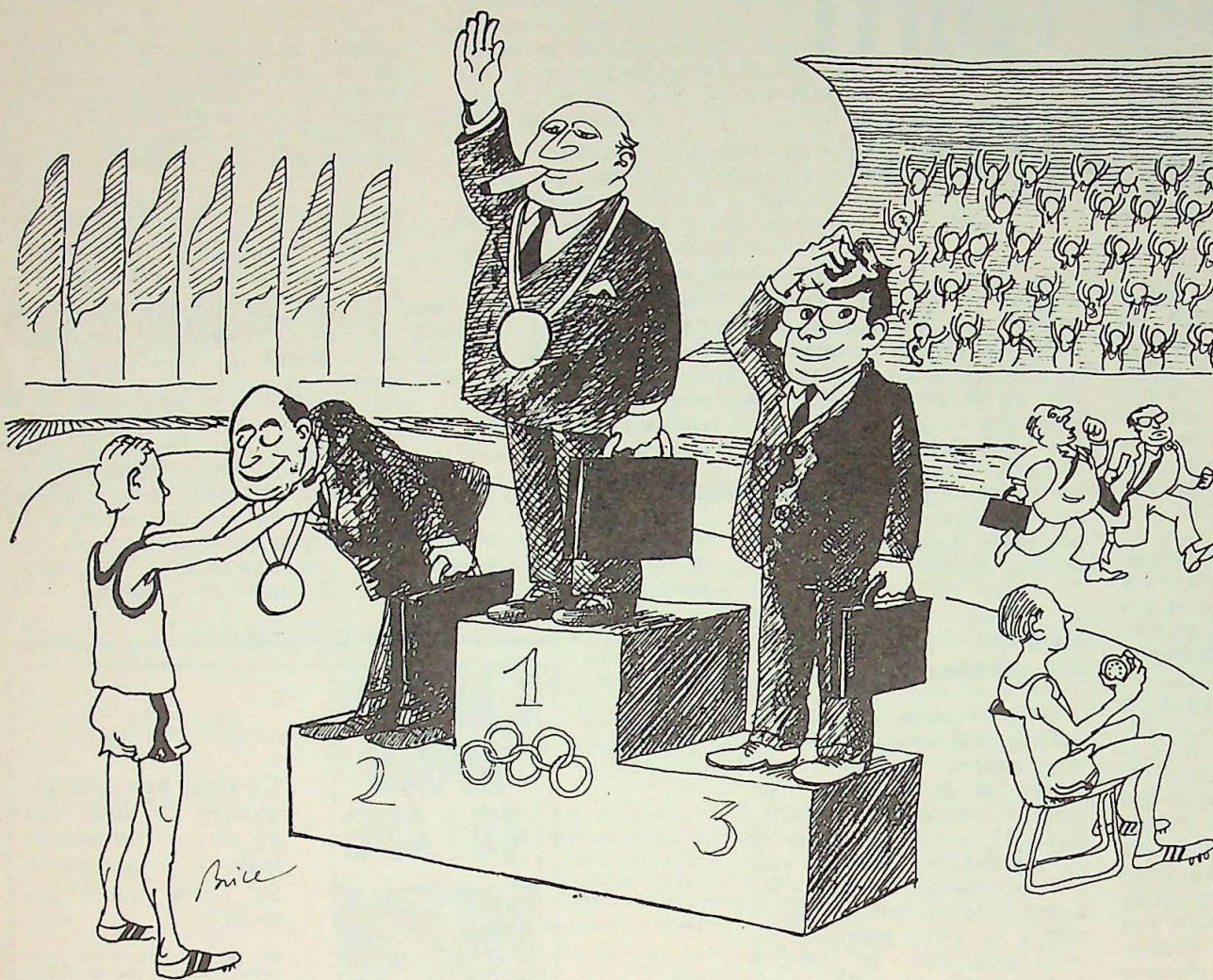
Nom

Adresse

.....

Mode de paiement choisi
.....

T. S.



La cérémonie
d'ouverture des
Jeux de Sapporo

Le sport, le fric et nous

● *Retournez n'importe quelle « belle vitrine » sportive, jeux Olympiques, matches divers; derrière, vous trouverez toujours l'argent.*

La presse, la radio, la télé nous inondent quotidiennement des malheurs de nos champions, des fausses querelles entre Brundage et les marchands de ski, des achats de joueurs de football. La presse sportive vit d'une multitude de nouvelles. Ces réalités méritaient une analyse. Le sport est un phénomène vivant. Il mobilise des foules. Il fait parler dans les cafés.

Toute simplification idéologique serait donc vaine pour mesurer l'importance

du phénomène. L'éducation sportive, le sport et l'argent, le sport et le chauvinisme, ces thèmes et bien d'autres ne peuvent être tous abordés dans l'article qui suit.

Au moment où se déroulent les jeux de Sapporo, où le conformisme de rigueur sur ce sujet règne dans toute la presse avec les commentaires, les premières traditionnelles (exploit ! échec ! déroute !...), il faut rappeler que des enseignants d'éducation physique se battent contre leur secrétaire

d'Etat à la Jeunesse, aux Loisirs : Comiti.

Les grèves, les mouvements de protestation contre la politique du pouvoir en la matière, ne trouvent pas place dans la presse bourgeoise. (Nous décrirons cette lutte prochainement.)

Il est donc apparu important de tracer sur le sport quelques pistes de réflexion sur un sujet abordé de façon trop épisodique par le mouvement révolutionnaire. Puissent-elles alimenter un débat !

La querelle qui opposait il y a quatre ans, juste avant et au moment des jeux de Grenoble, le Comité olympique international (C.I.O.) à la Fédération internationale de ski (F.I.S.) et les fabricants se poursuit aujourd'hui et s'intensifie même au Hokkaido cette île septentrionale du Japon, théâtre des jeux Olympiques d'hiver 1972.

La question était alors de savoir si les marques devaient figurer ou non sur les skis que les athlètes présentaient ostensiblement aux objectifs des caméras. Avery Brundage, irascible vieillard voulait les faire effacer, fort de l'article 26 du règlement olympique international interdisant toute publicité. Le président du C.I.O. avait cependant dû céder sur ce point sous la pression des fédérations et du pool des fabricants, se contentant ensuite de mener avec un art consommé de la mise en scène quelques opérations à grand tapage qui sensibilisèrent l'opinion. Il laissa planer jusqu'au dernier moment un doute quant à la qualification de certains participants pour, en fin de compte, refuser seulement de remettre les médailles à certains d'entre eux.

Aujourd'hui Avery Brundage, 85 ans, a, avant de céder la place, livré son dernier grand combat en éliminant le plus prestigieux d'entre les champions : Karl Schranz. Les preuves s'accumulaient contre ce dernier, tout ou partie de ses salaires ou primes étaient dévoilés. Il n'en reste pas moins vrai que si la fédération autrichienne avait manifesté plus de fermeté ou si elle avait cherché l'appui français, le skieur autrichien aurait pu participer à ses derniers jeux.

Sa non-participation fausse totalement l'intérêt sportif de l'épreuve reine des jeux : la descente. Il est malgré tout évident que cette nouvelle

action d'éclat du président du C.I.O. à trois jours de la cérémonie d'ouverture des jeux de Sapporo aura un peu plus contribué à la publicité de cette gigantesque manifestation.

De Chamonix à Sapporo

Cette entrée en matière, descriptive, ne diffère en rien de ce que nous avons pu lire dans la presse ces derniers temps. Les immenses intérêts mis en jeu, le pouvoir des fabricants, des industriels du ski... les chiffres ont foisonné, les vœux pieux aussi : où sont les amateurs ? qu'est devenu l'esprit olympique ? Il nous semble qu'un bref retour en arrière nous permettrait de mieux situer l'évolution du sport et de dégager les vrais ou les faux problèmes dont on nous abreuve aujourd'hui.

En 1924 lors des premiers jeux Olympiques d'hiver de Chamonix, 294 athlètes concouraient devant un public clairsemé de connaisseurs. A Sapporo, 48 ans après, ils sont 3.000 participants. Il est bien évident que les conditions ont totalement changé. Le règlement ne peut plus être respecté qui stipule par exemple que tous les concurrents doivent être logés au même endroit. Oui, les athlètes de Chamonix étaient de véritables amateurs, ils s'entraînaient peu, ne recevaient pas de subsides, ne participaient pas à des stages de longue durée, n'étaient pas les hommes sandwich d'une quelconque marque... Tous répondaient donc aux critères de l'amateurisme, définis à cette époque.

Fair-play et bonnes manières

La question pour nous est de savoir si l'amateurisme, défini à une époque donnée, dans des conditions sociales données, se justifie encore de nos jours, ou même s'il est seulement applicable.

L'idée de faire revivre les jeux de la Grèce date de 1894 et les premiers jeux de l'ère moderne ont eu lieu à Athènes, comme il se doit, en 1896. A cette époque et jusqu'aux jeux de Berlin, non compris, en 1936, les participants étaient peu nombreux, le prestige d'une ou plusieurs nations n'était pas engagé pour l'occasion et

l'organisation même de la manifestation restait très artisanale. La pratique du sport était encore très confidentielle et, surtout elle était réservée à une classe, à une élite de la société. Les universitaires britanniques d'alors, le milliardaire américain Avery Brundage se faisaient une idée du sport conforme à celle du baron Pierre de Coubertin fondateur des jeux. Tous ces hommes « bien nés », sans problème de temps ou d'argent, pouvaient aisément se prétendre « purs » ou « amateurs » au sens premier du terme : celui qui aime. Cette conception élitiste du sport, apanage d'une classe de la société qui reproduit ses bonnes manières au détriment de la masse, n'est, on le voit, pas aussi pure qu'on veut bien le dire encore aujourd'hui. Pour cette raison, il est étonnant d'entendre l'énorme majorité des gens glorifier les gestes ou « l'esprit » dits sportifs, alors que ceux-là ne sont justement que les résidus des bonnes manières et de l'idéologie de la classe dominante d'autrefois.

Aujourd'hui, devant le sport de masse, le sport spectacle, le sport affaire d'Etat, l'anachronisme de l'esprit olympique apparaît de façon criante. De cet anachronisme résultent tant de faux problèmes. L'important n'est pas de savoir si Karl Schranz est amateur ou non, le combat d'arrière-garde mené par le C.I.O. pour sa disqualification le prouve. Il n'a pas été mis hors course parce qu'il n'est pas amateur conformément à l'article 26 du règlement olympique international mais parce que trop d'abus ont été commis ! L'hypocrisie est à son comble et Schranz a fait justement remarquer qu'« on est amateur ou on ne l'est pas mais on ne l'est pas plus ou moins ». Ce que Marielle Goitschel dit également mais de façon plus imagée : « Dit-on d'une femme qu'elle est un peu enceinte, moyennement enceinte ou très enceinte ? ». La seule certitude que nous ayons aujourd'hui est qu'il n'y a plus d'amateurs, le dernier était Karim Aga Khan.

Le sport dans la société

Nous pensons qu'il est intéressant de voir comment le sport moderne s'inscrit dans une société selon le

régime politique ou le degré de développement de ladite société. Il nous faut pour ce faire utiliser une classification qui n'a pas de valeur en soi mais qui est utile pour la démonstration entre pays capitalistes développés, pays communistes et pays du tiers monde.

1. Pays communistes. A l'exemple de l'U.R.S.S. ou de l'Allemagne de l'Est, réussites les plus probantes sur le plan efficacité pure au niveau de la compétition. Les athlètes sont des athlètes d'Etat, amateurs par opposition aux professionnels des pays capitalistes où le sport professionnel existe. Le professionnalisme n'existant pas dans les démocraties populaires, cet alibi juridique permet aux communistes de se prétendre les seuls amateurs véritables en matière de sport ce qui est totalement faux dans la mesure où les athlètes d'Etat disposent grâce à ce statut de temps, d'installations, de facilités professionnelles plus que leurs adversaires.

2. Pays capitalistes. Prenons deux exemples : les U.S.A. et l'Australie, pays où la natation et l'athlétisme, principaux sports olympiques, sont florissants grâce à la structure du sport universitaire qui donne aux « étudiants » la possibilité, mais pendant moins longtemps que dans les démocraties populaires, de pratiquer, de se donner presque exclusivement à leur sport.

En France par contre, faute d'une politique du sport à l'école ou à l'université, les autorités mettent l'accent sur une politique de l'élite pour ne pas être trop distancées. La rentabilité immédiate est recherchée ; d'où le désintérêt pour le sport scolaire et l'appui aux clubs civils. En Allemagne de l'Ouest on est allé encore plus loin. Dans la perspective des jeux de Munich et pour ne pas souffrir d'une éventuelle comparaison avec les voisins allemands de l'Est, on a pris le problème à bras le corps. Les athlètes de l'Allemagne fédérale seront placés dans les mêmes conditions que leurs rivaux. Chacun d'entre eux, susceptible de figurer à Munich, a reçu des propositions concernant ses besoins matériels et a pu préciser combien de temps il lui était nécessaire pour préparer les jeux !

3. Les pays du tiers monde, notamment les pays africains qui s'éveillent au sport et avec quel succès ! Le secteur dit quaternaire (armée ou police) étant pléthorique et seul structuré dans ces sociétés, c'est là que sont « employés » les athlètes de premier plan ou les espoirs depuis le Kenyan Keino jusqu'à l'Ethiopien Mamo Wolde champion olympique du marathon. C'est pour ces pays, pratiquement le seul moyen de lutter contre les puissances développées.

Des règlements inadaptés

Comme nous avons pu le voir, le sport a considérablement évolué et partout. Les jeux Olympiques puisque c'est d'eux qu'il s'agit aujourd'hui, ne correspondent plus en rien à l'idée qu'on s'en est fait ou qu'on s'en fait aujourd'hui. Le prestige d'une nation, sa capacité industrielle, le génie de son organisation sont en jeu, l'Allemagne à Munich par exemple. Peut être en jeu également une industrie déterminante pour un pays comme l'industrie autrichienne du tourisme, du matériel de sport d'hiver. Les structures, les règlements sont devenus parfaitement inadéquats. Quel peut être en effet le pouvoir d'une fédération comme la fédération française de ski, quand on sait qu'elle a reçu 3 millions de francs cette année du pool des fabricants français ? Comment dans ces conditions peut-elle

exercer un contrôle véritable sur ses ressortissants qui portent sur le dos des milliers de francs de matériel ? Sait-on que la France a vendu six fois plus de paires de ski en 1970 qu'en 1966 année du triomphe français dans les championnats du monde de Portillo au Chili ? L'organisation de manifestations de l'ampleur des jeux Olympiques comporte également des « retombées » non négligeables. Grenoble est probablement maintenant la ville de France la mieux équipée. La fierté des Japonais aujourd'hui c'est d'avoir réussi à organiser les jeux à Hokkaido, cette île du Nord, peu peuplée relativement aux autres, où existe encore un véritable esprit pionnier et à qui, les routes nouvelles, les lignes aériennes, le métro de Sapporo... permettront de donner un nouvel élan à son développement.

Ces quelques éléments, ici rassemblés, ne sont qu'une contribution à l'étude des problèmes posés par le sport. Nous avons essayé de décrire une situation, l'évolution d'un phénomène, les quelques faux problèmes que nous devons écarter afin de réfléchir à la place et à la fonction qu'a, que pourrait ou que devrait avoir le sport. Nous ne prétendons pas apporter de solutions, celles-là doivent provenir, au contraire, d'un débat que nous essayons d'ouvrir.

Nous pensons qu'il ne convient pas de dénigrer superficiellement le sport en tant que tel au nom d'un snobisme intellectuel malheureusement fort répandu. L'essentiel est de savoir qu'il est à l'image de notre société, de nos sociétés en général, qu'il n'a pas comme l'idéologie dominante, ici et ailleurs, voudrait nous le faire croire, ces prétendues vertus de fraternité, de paix, d'école de courage, il n'abolit pas les frontières...

Il n'est qu'un malheureux reflet de notre temps, et un dernier exemple vient nous le prouver. En 1955 une grande idée politique se concrétisait par la conférence de Bandoeng : le tiers monde, uni contre les nations nanties ; le progressisme, la lutte contre le colonialisme, Nehru, Tito, Sœkarno, champions du non-alignement... Conférence qui recevait une application directe et presque immédiate dans le domaine du sport, l'organisation des G.A.N.E.F.O. ou « Jeux des forces montantes » qui se sont déroulés également en Asie du Sud-Est et qui étaient une réplique des jeux traditionnels des pays développés. Le non-alignement n'est plus qu'un souvenir et les Ganefo ont brutalement disparu. Tommie Smith et John Carlos, levant à Mexico un poing ganté de noir en signe de solidarité avec le « Black Power » montraient au monde quelle monstrueuse supercherie était l'idée d'une équipe américaine présentée comme non raciste. Leur acte était profondément politique, c'est dans cette voie que nous devons lutter, ce n'est pas en reprochant à tel ou tel athlète de n'être pas amateur selon les critères du sénile milliardaire qu'est Avery Brundage, ce n'est pas non plus en reprochant à un sportif son esprit dit de compétition, son désir de vaincre ou de se surpasser... demande-t-on à un acteur de rester en dedans de son action ? Ne prétendons pas non plus comme les communistes orthodoxes régler le problème du sport quantitativement. Ce n'est pas parce que nous aurons des stades, des loisirs plus importants que le rôle et la fonction du sport seront réglés. De même que 10.000 maisons de la culture en France ne changeraient rien au problème de la culture, à son contenu ou à son rôle dans la société.

GILBERT CHANTAIRE.



Quelle stratégie révolutionnaire ?

Nous ne pouvons, faute de place, donner dans ce numéro de « Tribune Socialiste » l'intégralité de la lettre de démission de Gilles Martinet et de la réponse du Bureau national. Ces textes paraîtront dans un prochain supplément destiné aux militants. Cependant nous extrayons des deux lettres les passages qui peuvent contribuer au débat sur la stratégie du P.S.U. dans la période actuelle.

Ces extraits sont donnés sous la responsabilité du Bureau national.

Lettre de Gilles Martinet adressée aux membres du Bureau National

Après avoir expliqué pourquoi il démissionne du P.S.U. aujourd'hui et non au moment du « rappel à l'ordre » de la D.P.N., Gilles Martinet en donne les principales raisons politiques :

... Les thèmes « gauchistes » mais plus souvent « puristes » et « spontanéistes » qui caractérisent de trop nombreux textes du parti ne sont d'ailleurs que l'expression d'une situation de faiblesse. Il est très difficile pour une petite organisation de ne pas devenir une organisation marginale. Ses moyens limités lui permettent de réaliser des coups mais non de promouvoir une action continue et efficace. Elle se trouve préservée de l'électoralisme mais aussi, hélas, de l'esprit de responsabilité. Faute de pouvoir obtenir des résultats elle cherche à acquérir des mérites et n'hésite pas pour cela à prendre des positions utopiques ou démagogiques sans rapport avec les possibilités offertes par les luttes en cours...

... Peut-on échapper à cette malédiction, se soustraire à cette pesanteur ? Je l'ai cru évidemment. Sinon je n'aurais pas contribué à fonder la Nouvelle Gauche, l'Union de la gauche socialiste puis le P.S.U. Mais j'ai toujours lié les possibilités de succès de ces formations à deux objectifs qui sont apparemment bien difficiles à atteindre : d'une part l'homogénéité politique de l'organisation, la rigueur de ses positions et la nouveauté de son style, d'autre part la capacité d'insérer l'action de cet-

te organisation dans un ensemble plus vaste, de trouver les relais indispensables au développement de son influence. Or le P.S.U. d'aujourd'hui ne remplit ni l'une ni l'autre de ces conditions. Il repose sur un conglomérat idéologique sans cohérence et sans consistance et il adopte à l'égard des perspectives d'union des forces populaires des positions dépourvues d'audace et de réalisme...

Faisant ensuite la critique de l'attitude du P.S.U. en mai 68, Gilles Martinet ajoute :

... Il est vrai que la victoire éventuelle d'une coalition de gauche risque de conduire à de nouvelles déceptions. Mais il n'est pas sérieux d'opposer à cette éventualité la seule perspective d'un développement des luttes populaires. Car les chances d'un dépassement d'une expérience classique de la gauche dépendent précisément de l'articulation qui pourra être établie entre les progrès de l'unité, l'essor des luttes et la détermination d'objectifs qui tiennent compte des contradictions inhérentes à toute société de transition...

La réponse du Bureau national

Dans sa réponse, le Bureau national affirme notamment :

... L'essentiel du problème se résume à deux questions : — l'intégration, même critique, à l'union de la gauche est-elle, comme tu l'affirmes, la seule stratégie socialiste possible dans la période actuelle ? — le P.S.U. peut-il jouer un autre rôle que celui d'un « parti-club », fournisseur d'idées, mais sans réelle politique ?

Après avoir indiqué qu'il refuse « une politique de l'autruche » fondée sur l'indifférence ou l'attentisme face à l'union de la gauche, le Bureau national explique les différences fondamentales entre la situation de l'union éventuelle du P.C. et du P.S. en France et la situation de l'Unité populaire chilienne. Il affirme en outre :

... S'il peut y avoir transition au socialisme au Chili, ce ne peut être que parce qu'il y a une force révolutionnaire or-

ganisée, le MIR, force capable par les luttes qu'il mène de placer chaque fois l'Unité Populaire devant le seul choix politique décisif : Intégration au régime et stratégie réformiste, ou stratégie révolutionnaire permettant aux travailleurs de provoquer à terme la rupture définitive avec les formes d'organisation économiques et politiques léguées par le capitalisme ; c'est-à-dire en leur permettant de conquérir le pouvoir et non le seul gouvernement.

La participation du P.S.U. ou d'autres forces d'extrême-gauche, en admettant qu'on le leur demande, à une éventuelle « union de la gauche », ne constituerait pas par sa seule force, c'est évident, un élément susceptible de renverser l'axe stratégique d'une telle coalition. Par contre elle hypothéquerait considérablement la possibilité de construire une force capable de proposer une alternative socialiste réelle...

Le Bureau national précise enfin la tactique du P.S.U. par rapport au P.C. et au P.S. :

... Audacieux ou plutôt offensifs, nous le sommes lorsque nous mettons en place les éléments du débordement d'une simple alternative gouvernementale. Cela veut dire que l'organisation dans les luttes d'une véritable « Unité populaire pour le socialisme » passe par l'imposition d'une transformation de fait des structures sociales actuelles (comme le fait le MIR au Chili), dans l'entreprise, dans l'agriculture, dans l'école et le cadre de vie.

Cela veut dire qu'au niveau des objectifs, nous entreprenons l'élaboration d'un programme de transition au socialisme capable de répondre à la question « La Révolution qu'est-ce que c'est ? ». Programme qui refuse dans son contenu et dans sa méthode la séparation du combat social et du combat politique entérinée par le P.C. et le P.S.

C'est pourquoi nous créons aujourd'hui les cadres de regroupement de tous ceux qui veulent « que les choses changent » dans un sens socialiste. Il s'agit en effet d'empêcher que la coalition de gauche limite tout changement au remplacement d'une démocratie bourgeoise « attardée » par une démocratie bourgeoise « avancée ».

Nous nous battons aussi demain sur le terrain électoral

pour faire apparaître une réelle force révolutionnaire. Mais lorsque le choix se limitera au maintien ou à l'élimination du pouvoir de la bourgeoisie, nous soutiendrons les candidats de gauche liés aux travailleurs pour tenter d'assurer une victoire électorale que nous jugeons importante.

C'est pourquoi, enfin, nous travaillerons à imposer en cas de victoire d'une telle union les ruptures nécessaires avec le système politique et économique actuel en plaçant le P.C. et le P.S. devant le choix décisif du socialisme ou de l'intégration au régime.

Inutile de dire que pour réaliser une telle politique nous ne pensons pas, contrairement aux intentions que tu nous prêtes, qu'il suffise « d'offrir comme seule perspective le développement des luttes populaires ». Car ces luttes ne pourront peser réellement sur le processus historique en cours que si elles sont appuyées sur une force révolutionnaire capable de les organiser, de les coordonner, et de les faire déboucher non sur une simple révolte, mais sur une transition au socialisme.

Cela passe évidemment par la transformation du P.S.U. en un réel parti et non plus en une simple structure d'attente exprimant une sensibilité de militants et non une politique. Mais nous croyons, contrairement à toi, que cette transformation est en cours et qu'elle va s'accélérer dans les mois qui viennent.

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U. - bimestrielle

● Le N° 6 vient de paraître.

Sommaire :

- Critique du Traité d'Economie marxiste du P.C.F. : nationalisations, entreprise, Etat. (Philippe BRACHET.)
- Lénine sur la question nationale et les Etats-Unis socialistes d'Europe. (Pierre NAVILLE.)
- Sur les bases objectives du révisionnisme (causes internes ou externes ?) (Emmanuel TERRAY.)
- Où va l'expérience chilienne ? (Pierre DELAIN.)
- Bolivie : la longue marche vers la révolution. (Erick PESSIOT.)
- A paraître dans les numéros suivants (le n° 7 sort mi-mars).
- Sur le Traité et le programme de gouvernement du P.C.F.
 - L'économie politique de la classe ouvrière. (J.-M. VINCENT.- N° 7)
 - De la justification du système des qualifications à l'acceptation de l'exploitation. (Pierre ROLLE). N° 7
- Sur la classe ouvrière du capitalisme actuel. (Michel ROCARD. N° 7)
- Sur la pédagogie du programme révolutionnaire. (J.-M. KAY, G. FERAN) N° 7
- Présentation des T. IV et V du Nouveau Léviathan sur la planification et la bureaucratie (parution en février). (Pierre NAVILLE). N° 7
- Sur l'aménagement du territoire et les régions (Christian GUERCHE). N° 8
- Sur le stalinisme. (Lucio COLETTI.) N° 8
- Le marxisme peut-il utiliser le calcul marginal ? Application (débat). N° 8 au secteur des transports.
- Sur le « capitalisme monopoliste d'Etat » et l'analyse du système économique international. (Jacques MALTERRE) N° 8
- Histoire de la lutte des classes et du sous-développement de la Corse. (Fédération du P.S.U.)
- Sur le concept d'accumulation socialiste primitive. (Michel CAPRON) N° 8
- Problèmes actuels des stratégies syndicales. (André GARNIER). N° 9
- Table ronde sur la crise de l'Etat (syst. pénitentiaire, police, magistrature). N° 9

Le numéro 5 F. Abonnement : 6 numéros 24 F (indiquez les numéros désirés). Editions Syros, 9, rue Borromée, Paris 15^e. C.C.P. n° 19.706.28 Paris. Achats à partir de 5 exemplaires : 4,5 F le n° ; à partir de 20, 4 F le n°.

luttones internationales

Bolivie

Ambiguïtés de l'expérience Torrès

Depuis 4 ans, la Bolivie est aux yeux du monde un des pôles de l'intérêt porté à l'Amérique latine. Le choix de ce pays par Che Guevara l'a fait apparaître comme un pays-charnière du développement révolutionnaire latino-américain, ce qu'il est effectivement. Aujourd'hui, depuis la victoire du putsch militaire du fasciste Hugo Banzer, et la chute du gouvernement militaire nationaliste de Juan Torrès, le silence se fait sur la Bolivie, sur la répression féroce menée contre les forces populaires par le Führer de La Paz, sur la lutte que ces forces continuent de mener. A la fois pour informer sur la situation réelle de ce pays et pour développer la solidarité envers le mouvement populaire bolivien, il nous a semblé utile de publier ce dossier, qui, après un bref rappel sur le déroulement du coup d'Etat d'août 1971, insistera sur les causes du succès de ce dernier et sur la situation actuelle (1).

Le coup d'état

En l'espace de quatre jours (19 au 22 août), le gouvernement « nationaliste et révolutionnaire » du général Torrès s'est effondré pour laisser place à une coalition dirigée par le colonel Hugo Banzer, formée par l'armée et les partis de droite et d'extrême-droite M.N.R. et F.S.B., liés à l'impérialisme nord-américain.

Ce coup d'Etat était en préparation dès le lendemain de la prise du pouvoir par Torrès (octobre 1970). En décembre 70, une première tentative de Banzer échoua grâce à une contre-offensive de Ruben Sanchez, chef du régiment Colorado. Nouvelle tentative et nouvel échec en janvier 71. Puis le « golpe » (2) est activement préparé dans la région de Santa-Cruz (région de grandes haciendas de coton, de canne à sucre, en plein essor économique, non touchée par la réforme agraire de 1952, et fief politique de la F.S.B.). L'aide de l'ambassade américaine est permanente.

Tout le monde savait donc que le putsch était imminent, mais le gouvernement Torrès ne prit aucune mesure effective pour le prévenir.

Bien que la chronologie du coup d'Etat soit très instructive sur les hésitations de Torrès et la volonté de lutte des mineurs de Siglo XX, des étudiants, des soldats du régiment Colorado et de la popula-

tion de La Paz, il nous est impossible d'en faire une description détaillée. Nous allons surtout insister sur les conditions qui ont permis le déroulement de ce putsch.

Les leçons de l'expérience Torrès

Avant d'analyser les causes directes du « golpe », il est nécessaire d'examiner rapidement la situation générale de la Bolivie. C'est un pays sans aucune unité, ni géographique, ni linguistique, encore moins politique.

La Bolivie ne compte que 3,8 millions d'habitants, mais les nombreux groupes qui forment sa population (Quechuas, Aymaras, Indiens de l'Orient, etc.), ne ressentent pas d'intérêt en commun. C'est en grande partie cette atomisation du pays, cette absence totale d'unité, qui explique son instabilité politique chronique (186 coups d'Etat en 150 ans !). Le nationalisme des dirigeants, qu'il soit « révolutionnaire » pour Torrès ou mystique, « pur et loyal » pour Banzer, n'est donc qu'un leurre.

Les guerres continuelles contre les pays voisins ont donné aux forces armées une importance démesurée. Le peuple s'est « habitué » à suivre les chefs militaires pour lutter contre le Chili, le Pérou, le Paraguay... Et c'est tout « naturellement » que l'armée est devenue l'acteur principal et traditionnel de la vie politique bolivienne.

La désunion du pays et son vide politique relatif ont permis aux impérialistes nord-américains de manœuvrer sans aucune difficulté les cadres de l'armée pour les faire agir au mieux de leurs intérêts économiques.

L'intervention extérieure

Le coup d'Etat a été préparé de longue date grâce aux Américains avec l'aide de leurs exécutants en Amérique latine, les « gorilles » brésiliens et argentins. Cela ne fait nul doute. Quelques faits fort intéressants sont à signaler à ce sujet : en février 71, le secrétaire d'Etat William Rogers avait menacé verbalement le ministre des Affaires étrangères de Bolivie d'une intervention directe de Washington contre le régime de Torrès.

Quelques semaines avant le 20 août, on distribuait à Santa Cruz des tracts appelant la population à faire sécession et à rejoindre le

Brésil pour former « l'Atlantico democrático » ; les troupes brésiliennes étaient en « manœuvres » à la frontière bolivienne, au moment du coup d'Etat, prêtes à intervenir si nécessaire. Et c'est en Argentine que le « golpe » a été préparé, par Gutierrez (chef de la F.S.B.) et le général Miranda (qui avait tenté de prendre le pouvoir en octobre 70, après la chute d'Ovando), tous deux en exil dans ce pays.

Dans la semaine qui suivit le coup d'Etat, l'Argentine et le Brésil ont accordé des crédits importants qui profiteront directement aux industriels capitalistes et aux propriétaires des grandes plantations de l'Orient. A Washington, un fonctionnaire du Département d'Etat déclarait : « La nouvelle situation bolivienne promet une période de relations plus étroites entre la Bolivie et les Etats-Unis ».

Le gouvernement militaire de Torrès, comme ses prédécesseurs, était par nature incapable de combattre l'ingérence américaine. Mais comme il agissait quand même plus ou moins sous la pression des forces de gauche, il était arrivé à de telles contradictions qu'il ne pouvait plus se maintenir tel quel. Dès lors, l'alternative était claire : soit un coup d'Etat de la droite, soit une prise du pouvoir révolutionnaire

re qui était hors de question à cause de l'inorganisation de la gauche et de l'extrême-gauche boliviennes.

L'ambiguïté du gouvernement de Torrès

Torrès essayait de réaliser un équilibre impossible entre les pressions de l'impérialisme (par le biais de l'armée et de la bourgeoisie) et celles des forces populaires. Prisonnier de cette position, il ne s'attaquera pas véritablement à la bourgeoisie mais laissera néanmoins avancer les masses, en appliquant ou en tolérant un certain nombre de mesures, plus ou moins populistes, qui vont maintenir momentanément ce fragile équilibre jusqu'à l'heure décisive du « golpe ».

Il faut remarquer que dès la prise du pouvoir par Torrès, les forces de gauche n'ignoraient pas l'ambiguïté profonde de ce « nationalisme révolutionnaire » et ne lui apportèrent qu'un appui condi-

(1) « Critique Socialiste » N° 6 contient une analyse historique de la Bolivie sous le titre « Bolivie : la longue marche vers la Révolution ».

(2) « Golpe » : Coup d'Etat.

Dossier préparé
sous la
responsabilité
de la
Commission
Internationale
du P.S.U.



tionnel. A preuve la déclaration de la C.O.B., par exemple, faite après le putsch manqué de janvier 71, où étaient mentionnés les points suivants :

— Torrès : homme hésitant, laissant sans réaction se dérouler les préparatifs des « gorilles » ;

— reconnaissance de l'Assemblée du Peuple ;

— livraison d'armes aux travailleurs ;

— approfondissement du processus (Torrès doit animer la lutte anti-impérialiste et expulser les missions impérialistes : « Corps de la Paix », ORIT, IBEAS, US Aid (1), Conseil National de la Réforme Agraire), et suppression des indemnités de la Gulf Oil Cy ;

— nécessités de l'adoption de mesures pour liquider le pouvoir politique et économique du secteur contre-révolutionnaire de la bourgeoisie agro-industrielle de Santa Cruz, pilier d'un éventuel « golpe » fasciste ;

— épuration radicale des éléments fascistes des Forces Armées.

Les mesures anti-impérialistes

— mise en place d'une fonderie d'étain (construite par une équipe soviétique), première étape vers un traitement de tout l'étain bolivien dans le pays lui-même et donc amorce d'une émancipation économique (la Bolivie est le deuxième producteur mondial d'étain, ce qui constitue 90 % de ses exportations) ;

— nationalisation de la mine de zinc « Matilde » (l'une des trois plus grandes mines de zinc du monde), le plus important des intérêts U.S. restant en Bolivie et la seule grande mine non contrôlée par l'Etat ;

— expulsion des « corps de la paix » américains (les derniers sont partis en août 1971, de... Santa Cruz) ;

— intensification des relations avec les pays de l'Est, et rapprochement envisagé avec Cuba ;

— mise en place de l'**Assemblée populaire**, qualifiée par certains de « premier soviet de l'Amérique latine », ce qui a été la mesure la plus décisive « acceptée » par Torrès.

Les hésitations de Torrès

Ni Torrès, ni son gouvernement n'ont eu de doctrine politique claire, ce qui rendait impossible toute mobilisation du peuple aux côtés du régime.

Il a indemnisé la compagnie américaine Gulf Oil (nationalisée en octobre 1969 par Ovando), contre l'avis des forces de gauche. De

(1) ORIT : (organe régional interaméricain du syndicalisme libre) chargé de « former » le personnel syndical suivant les normes U.S...

USAID : organe chargé de répartir les crédits américains.

IBEAS : (institut bolivien d'études et d'action sociale) insignifiant centre de recherches sociologiques qui publiait une revue ; en fait agent d'information américain connu de tous.

même, il a indemnisé, après l'avoir expulsé, l'organisme IBEAS.

Il n'a effectué aucune épuration dans l'armée contre les officiers fascistes qui complotaient presque ouvertement. Le chef de l'armée était Reque Teran, qui avait été l'un des chefs des opérations anti-guérillas contre le Che ; le responsable du fameux massacre de San Juan (juin 1967 à Siglo XX) était encore en poste dans l'armée. Tous ces officiers, et d'autres, se sont évidemment tournés contre le gouvernement lors du coup d'Etat. Torrès lui-même avait d'ailleurs participé aux opérations anti-guérillas, et fut chef de l'armée sous Ovando, ce qui explique son indulgence ou son aveuglement vis-à-vis des éléments les plus réactionnaires de l'armée.

Enfin, il a toujours refusé d'armer le peuple et d'organiser les milices populaires pour défendre le processus révolutionnaire. Pourquoi ? La raison officiellement invoquée était « que les forces armées pouvaient se convertir en une institution révolutionnaire organisée et appuyant la révolution », ou bien qu'il n'y avait pas de « classe assez forte pour se défendre de l'exploitation impérialiste, seule l'armée est organisée et forte, elle possède les armes ». En fait, il craignait que les mesures prises le dépassent, il craignait que le peuple en armes ne se retourne contre lui.

Le rôle de l'Assemblée Populaire

La responsabilité du grave échec que représente ce coup d'Etat n'incombe cependant pas entièrement à Torrès. Les forces de gauche étaient divisées politiquement et inorganisées militairement, et elles furent incapables de contrer le putsch fasciste. Cette division s'est exprimée au sein de l'Assemblée Populaire que la gauche avait pourtant réussi à imposer au gouvernement.

Dès qu'elle a été créée (1^{er} mai 1971), et quand elle a commencé à fonctionner (22 juin 1971), on a vu s'opposer au sein de l'A.P. deux lignes différentes. Pour le P.C. pro-soviétique et le P.O.R. de Lora, l'A.P. devait être subordonnée à la politique du gouvernement de Torrès, auquel elle réservait son appui. Au contraire, pour les autres organisations (surtout le P.O.R. de Gonzales, le P.C. pro-chinois, la Fédération des paysans indépendants, etc.), il s'agissait d'un organisme indépendant à travers lequel les travailleurs devaient commencer à exercer un contre-pouvoir ouvrier-paysan. Pour eux, l'A.P. devait être un instrument de la lutte de classes s'appuyant exclusivement sur les luttes des masses opprimées, luttes qui devaient déboucher sur une réelle alternative de pouvoir.

L'assemblée populaire était composée de 61 % d'ouvriers (132 sur 217), 24 % de représentants des classes moyennes, 11 % de paysans, et de 4 % de représentants des partis de gauche (2 mem-

bres du PRIN, 2 du PC pro-chinois, 2 du POR de Lora, 1 du Parti démocrate-chrétien révolutionnaire et 1 du Mouvement révolutionnaire spartakiste — qui est un parti paysan —). Le MIR et le Parti socialiste, groupes d'extrême-gauche, n'ont jamais été acceptés à l'A.P. Mais le plus grave défaut de l'A.P. était la faible représentation des paysans, qui forment pourtant plus de la moitié de la population bolivienne.

Donc, bien qu'elle constituait un développement important de la lutte des classes en Bolivie, l'A.P. présentait de graves déficiences directement imputables à son processus de formation :

— impossibilité de l'alliance ouvriers-paysans ;

— atomisation et manque d'unité des forces de gauche ;

— absence d'une avant-garde révolutionnaire reconnue par les masses.

Durant ses deux mois de fonctionnement, l'A.P. prit un certain nombre de mesures : envoi d'une délégation à Cuba le 26 juillet, décision d'une grève générale en cas de coup d'Etat, demande d'expulsion de la C.I.A. et des missions militaires américaines... Mais les mesures décisives (constitution des milices populaires et de l'Université unique sous direction du prolétariat) devaient être prises lors de la session prévue pour le 7 septembre. C'est sans aucun doute ce qui menaçait le plus les classes dominantes, et ce qui a précipité l'insurrection militaire fasciste.

La situation actuelle

Dès le 22 août, la répression fasciste s'est abattue sur la Bolivie. Les militants sont pourchassés et torturés. Les camps de concentration (créés par le M.N.R., quand Paz Estensoro était au pouvoir, pour y mettre les membres de la F.S.B. I) ont été réouverts ; les premiers occupants en sont vraisemblablement les étudiants incarcérés après la prise de l'université le 23 août. De nombreux journalistes et les représentants de la presse étrangère ont été expulsés (sauf le correspondant de l'A.F.P., que les mouvements révolutionnaires soupçonnent d'être un policier).

Mais en même temps que la répression, la résistance armée s'organise. Le succès du coup d'Etat a changé le rapport de forces et a freiné le développement du processus de mobilisation et d'organisation des masses pour la prise du pouvoir, mais il ne peut pas l'arrêter. Tous les partis et organisations de gauche et d'extrême-gauche sont entrés dans la clandestinité.

L'élément fondamental de la situation actuelle est la formation, au milieu d'octobre dernier, d'un **Front révolutionnaire anti-impérialiste**. Fait unique dans le continent, ce front regroupe l'ensemble des forces populaires du pays, sans exclusive à l'égard de quiconque. On y retrouve rassemblés les deux partis communistes (pro-chinois et

pro-soviétique), le PRIN, le MIR, l'ELN, le Parti socialiste, les deux POR (Gonzales et Lora), ainsi que le Bloc indépendant et paysan et les Forces armées révolutionnaires groupées autour du capitaine Ruben Sanchez. Les syndicats, tout en conservant évidemment la spécificité de leur intervention, appuient le Front. Le général Torrès, membre à part entière de ce Front, joue un rôle important en représentant, depuis Lima, une certaine légitimité face aux putschistes d'extrême-droite. Mais il faut insister sur le poids de la très grande popularité de Ruben Sanchez, qui commandait le régiment Colorado à La Paz lors du « golpe » et a résisté héroïquement à l'avancée des fascistes ; le rôle de R. Sanchez peut être prépondérant, en particulier dans l'accentuation des contradictions à l'intérieur de l'armée bolivienne.

Ce qui est primordial dans la formation de ce Front, outre son caractère unitaire, c'est qu'il représente, pour la première fois, la réunion du mouvement ouvrier traditionnel (politiquement représenté par les deux partis communistes, les deux partis trotskystes et le PRIN) et de l'avant-garde armée, en premier lieu l'ELN, qui possède une expérience déjà longue de la lutte de guérilla et a tiré les leçons de certains échecs antérieurs. La fusion de ces deux éléments permet la diversité des formes de luttes, dont aucune ne devrait être coupée du mouvement de masse.

Du côté des forces réactionnaires, chacun sent plus ou moins confusément que les jours d'Hugo Banzer sont comptés. Mais l'impérialisme détient une autre carte maîtresse dans son jeu : la présence de Paz Estensoro permet de maintenir une certaine illusion chez les travailleurs. La position de Banzer étant des plus fragiles, Paz Estensoro peut être amené à jouer un rôle des plus importants. On ne peut par ailleurs ignorer le rôle déterminant de l'ambassadeur US Siracusa, responsable notoire de la C.I.A., ainsi que celui des « gorilles » brésiliens, dont il est presque certain qu'une victoire du mouvement révolutionnaire bolivien entraînerait l'intervention armée directe et la sécession probable de la province de Santa Cruz.

Tout cela prouve que, malgré le peu d'information parvenant sur la situation actuelle en Bolivie, le mouvement populaire reste bien vivant. La clarification des objectifs, la fin des illusions réformistes et populistes qui entouraient le gouvernement de Torrès font que la grave défaite subie en août 1971 par le peuple bolivien n'a pas eu que des conséquences négatives : désormais, les perspectives du mouvement populaire sont directement révolutionnaires et socialistes.

Conclusion

Le coup d'Etat fasciste en Bolivie apparaît d'une grande importance, car il reflète d'une certaine manière l'état des rapports de for-

ce à l'échelle du continent latino-américain. La victoire électorale de l'Unité populaire au Chili ne doit pas faire illusion, en masquant la réalité de l'affrontement de classes dont la violence et l'âpreté restent permanentes. Les masses latino-américaines vivent aujourd'hui sous une domination impérialiste multiforme : économique, avec le pillage systématique des richesses et la domestication des économies locales ; politique avec la constitution de « sous-impérialismes » en Argentine et surtout au Brésil, chargés du maintien de l'ordre militaire, avec le rôle prépondérant de la C.I.A. et des forces spéciales de répression à l'échelle du continent. Dans cette perspective, les gouvernements militaires « nationalistes » représentent une politique de rechange pour l'impérialisme, valable tant qu'elle reste efficace, c'est-à-dire palliant la faiblesse de la bourgeoisie locale. Le gouvernement bolivien de Torrès témoigne de la non-viabilité à long terme des expériences nationalistes reposant sur un compromis avec la bourgeoisie internationale.

Nous avons également vu comment la division des forces de gauche et d'extrême-gauche avait constitué un des principaux freins de l'action de l'Assemblée populaire et par-là même de la radicalisation du mouvement engagé sous Torrès. L'incapacité de l'A.P. à organiser valablement la riposte au putsch apparaît une conséquence, entre autres, de cette division et notamment de la politique prônée sous Torrès par le P.C. pro-soviétique et le P.O.R. de Lora. On ne peut que s'indigner de l'attitude de Guillermo Lora qui, au cours d'un meeting organisé au début de l'automne dernier à Paris, par l'A.J.S., et l'O.C.I., loin de se livrer à une quelconque autocritique, a porté la plupart de ses coups contre Cuba (dirigée, comme chacun sait, par des « petits bourgeois ») et contre les révolutionnaires « guévaristes », qualifiés de « sauvages de la jungle ».

Aujourd'hui, face à la répression, l'ensemble des forces populaires se sont alliées dans le Front révolutionnaire anti-impérialiste. Cette unité réalisée est l'un des succès les plus considérables enregistrés par le mouvement populaire bolivien, puisqu'elle va de l'ELN à Juan Torrès. Qu'un tel rassemblement puisse se faire, par-delà les erreurs et les dénonciations réciproques du passé constitue un indice témoignant que le combat continue. L'unité des forces populaires boliviennes dans le combat ne peut trouver en France une unité correspondante dans la solidarité, en particulier face à la répression féroce subie par nos camarades de Bolivie. Le devoir de tous les militants français n'en est pas moins primordial dans la dénonciation publique de cette répression et le soutien multiforme que nous devons apporter au peuple bolivien en lutte contre le fascisme, jusqu'au triomphe de la révolution socialiste bolivienne.

Explication des abréviations

1. — Forces réactionnaires :

F.S.B. : Phalange socialiste bolivienne (extrême-droite). Fondée en 1937 dans le courant de développement des mouvements fascistes sur le continent, la F.S.B. a été, jusqu'à une date très récente, l'adversaire le plus acharné du M.N.R., avec lequel elle est aujourd'hui associée au pouvoir. Principale force d'opposition avant le coup d'Etat de 1964, elle subit une sévère répression dans les camps de concentration ouverts contre elle par le M.N.R. et qui servent aujourd'hui à la répression antipopulaire.

M.N.R. : Mouvement nationaliste révolutionnaire. Fondé en 1942 par Paz Estensoro et Siles Zuazo, il fut porté au pouvoir par le mouvement populaire de 1952 et y demeura jusqu'en 1964. Comme beaucoup de partis de ce type en Amérique latine, le M.N.R. est passé du réformisme populiste à la réaction et l'impérialisme. Paz Estensoro fut renversé en 1964 par Barrientos, appuyé par l'ex-M.N.R. Lechin. Aujourd'hui, le M.N.R., loin d'être homogène, est traversé de contradictions ; une fraction est en désaccord avec la politique de collaboration avec la F.S.B.

2. — Forces de gauche : (unies dans le Front révolutionnaire anti-impérialiste).

P.R.I.N. : Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste. Créé par le leader ouvrier Juan Lechin vers la fin du « règne » de Paz Estensoro, le P.R.I.N. est donc une scission de gauche du M.N.R. Associé au pouvoir, au lendemain de 1964, le P.R.I.N., dont l'influence sur la classe ouvrière est loin d'être négligeable, est rapidement passé à l'opposition et a constitué une des forces politiques principales sous Torrès au sein de l'Assemblée populaire.

PARTI SOCIALISTE : Petit parti de fondation récente, animé par les anciens « ministres tupamaros » d'Ovando, notamment Quiroga Santa Cruz, ministre de l'Energie, et principal artisan de la nationalisation de la Gulf Oil Company, qui démissionna pour protester contre l'indemnisation accordée par Ovando.

P.O.R. : Parti ouvrier révolutionnaire, fondé il y a trente ans et rattaché à la IV^e Internationale. Scindé en deux lors de l'exclusion de son principal leader Guillermo Lora (lettre de Pablo, juin 1956), le P.O.R. demeure divisé en deux fractions trotskystes rivales : le « POR-Lora », influent chez les mineurs, est rattaché au Comité pour la reconstitution de la IV^e Internationale animée par Pierre Lambert (en France : OCI et AIS) ; le « POR-Gonzalès », qui a appuyé la guérilla et est rattaché au Secrétariat unifié de la IV^e Internationale (en France : Ligue communiste).

P.C. : Le parti communiste est partagé entre le P.C. pro-soviétique dirigé par Mario Monje et le P.C. pro-chinois dirigé par Oscar Zamora. Tous deux ont été hostiles à la guérilla du « Che » et ont été dénoncés par Fidel Castro en octobre 1967. Des membres de ces deux partis ont participé à titre personnel à cette guérilla (« Coco » Perodo, Moises, Guevara, etc.). L'influence ouvrière du P.C. de Monje n'est pas très considérable, et est surtout faible dans les mines ; le P.C. de Zamora tente de s'implanter particulièrement chez les paysans.

M.I.R. : Mouvement de la gauche révolutionnaire. Formation d'extrême-gauche de fondation très récente.

E.L.N. : Armée de libération nationale. Formation de guérilla fondée par Ernesto « Che » Guevara, auquel a succédé en octobre 1967, et jusqu'à sa mort à La Paz, Guido « Inti » Perodo. Après plusieurs revers, l'E.L.N. semble s'être relevée ; elle est sortie de la clandestinité pour animer le combat à La Paz en août 1971 et constitue aujourd'hui une avant-garde dont le rôle peut être non négligeable.

3. — Forces Syndicales :

C.O.B. : Confédération ouvrière bolivienne. Fondée par le mineur Juan

Lechin dans les mines d'étain de Siglo XX, elle a vu son existence reconnue officiellement par Paz Estensoro en 1952. Toujours dirigée aujourd'hui par Lechin, vieux routier de la vie politique, président du P.R.I.N., contesté par l'extrême-gauche mais extrêmement populaire chez les ouvriers, la C.O.B. peut avoir une importance considérable.

C.U.B. : Confédération universitaire bolivienne (extrême-gauche).

F.U.L. : Fédération universitaire locale, organe départemental de la C.U.B. (il y a huit F.U.L.).

mettre en cause son organisation (voire même en y mettant de l'ordre) ; une formation de maquis et de commandos ne le peut pas et court le risque énorme de faire démasquer son organisation clandestine sans pouvoir la ressaisir si les hostilités reprennent.

Pour soutenir la lutte des peuples d'Indochine

Le refus des propositions Nixon n'est donc pas seulement pour le G.R.P. une question politique de principe mais une question élémentaire de sécurité physique. Il n'est pas possible de dissocier la question du départ des forces américaines de celle du gouvernement provisoire et des garanties politiques au Sud-Vietnam. La position des camarades vietnamiens sur ce point est la seule correcte et la seule responsable. C'est pourquoi nous devons renforcer notre travail d'explication et de solidarité politique pour démasquer les mensonges plus insistants et plus éhontés que jamais de l'administration Nixon.

La réunion internationale qui se tiendra à Versailles les 11 et 12 février, à l'initiative de la Conférence de Stockholm, doit être l'occasion pour tous les amis du peuple vietnamien, de confronter leurs expériences et de coordonner leurs efforts dans le monde.

Il n'en est que plus regrettable de constater une fois de plus le sectarisme du parti communiste français qui prétend interdire la participation à ses assises d'une délégation du F.S.I. Alors que les militants progressistes des Etats-Unis se sont battus pour empêcher toute exclusive contre les P.C. américain dans le mouvement anti-guerre, il est proprement intolérable que le P.C.F. s'érige en commission de censure pour les délégations françaises à une conférence internationale de solidarité. Les autres participants doivent être informés de cet état de choses et des conséquences qu'il peut avoir. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous espérons encore que leur pression sera suffisante pour que le bon sens et l'unité l'emportent enfin.

Quant à nous, notre position est simple.

Nous participerons dans le cadre du F.S.I. à la manifestation du 13 février.

Nous mettrons en avant des mots d'ordre clairs, plaçant chacun (et notamment le gouvernement français) devant ses responsabilités.

— Retrait immédiat des forces U.S. et fantoches !

— Gouvernement national à Saigon !

— Soutien aux propositions du G.R.P., du Front patriotique Lao et du Front uni national du Kampuchea !

Reconnaissance du G.R.P. du Sud-Vietnam et du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge !

— Soutien jusqu'à la victoire de tous les peuples d'Indochine !

Manuel Bridier.

Vietnam

Nixon le menteur veut gagner du temps

A la veille du voyage en Chine de Nixon, le Vietnam est plus que jamais au centre de la politique mondiale. La lutte du peuple vietnamien et des autres peuples indochinois sont une des principales causes de la crise actuelle de l'impérialisme américain, sur le plan politique et sur le plan économique. L'échec des Etats-Unis au Vietnam est la démonstration des limites objectives de la politique des grandes puissances quand elle se heurte à la volonté sans compromission des masses populaires.

Nixon : des promesses de brigand

Avec une habileté certaine, le gouvernement Nixon cherche maintenant à tirer profit de cette situation elle-même. En révélant les nombreux voyages de Kissinger à Paris et les conversations secrètes avec les délégués de la R.D.V.N., ainsi que la nature des propositions qu'il leur avait faites, Nixon prétend rejeter sur l'« obstination » et l'« intransigeance » des révolutionnaires la responsabilité d'un prolongement du conflit.

Mais que propose réellement Nixon ? Le départ de ses troupes, mais le maintien en place du gouvernement et des forces fantoches, auxquelles il pourra continuer de fournir des armes et, le cas échéant, la protection aérienne de l'aviation embarquée. Il propose, il est vrai, la préparation d'élections et la cessation des hostilités entre les forces populaires et les troupes de Saigon.

Pour ceux qui ont connu 1944, cela rappelle bien des choses. Les forces américaines débarquant en France avaient mission de prendre contact avec les autorités en place, c'est-à-dire avec les préfets de Vichy et ce n'est pas la faute d'Eisenhower si ces aimables fonctionnaires n'ont pas été en mesure de remplir leur tâche. Mais qu'aurions-nous pensé d'élections libres organisées, pourquoi pas, par le maréchal Pétain ou (puisqu'Thieu accepte de retirer sa personne) par le président Laval ? C'est exactement ce que Nixon propose aux révolutionnaires du Vietnam.

Quant à la « cessation des hostilités », c'est un coup que l'on nous a fait. Cela s'est appelé la « trêve » et il a fallu toute la vigilance des F.T.P. pour qu'il n'y ait pas de conséquences fatales. Comme l'observait justement il y a quelques jours l'éditorialiste du « Monde », une armée classique peut cesser le feu et le reprendre sans

luttons culturelles

A propos de
la "Belle Equipe"

Le populisme ou des choses pas gaies au cinéma

Le populisme, vous connaissez ? Avant de caractériser un courant politique vaguement déterminé, ce fut une école d'art qui, en littérature et au cinéma, s'est ingénie à peindre la vie des petites gens, et ce en réaction à un art entièrement conquis par les riches jusque-là.

Les œuvres de cette veine peuvent porter à leur actif d'avoir établi un constat souvent effroyable des misères du peuple et d'avoir attiré l'attention sur ses problèmes. Mais le populisme, et c'est le revers de la médaille, avait vocation d'être vite récupéré. Car il a réussi le tour de force d'avoir fait pleurer à chaudes larmes le peuple sur lui-même tout en le détournant des causes de son malheur, des réelles responsabilités de son exploitation de plus en plus acerbe.

Ce n'est pas là la moindre des ambiguïtés du populisme qui a exercé une influence réelle sur le prolétariat. Car celui-ci, faute de voir ses problèmes traduits par l'art officiel, se reconnut moins par une rigoureuse analyse de classe que par sympathie et par sentimentalité, dans l'évocation souvent outrée et misérabiliste de situations qui n'étaient pas les siennes. En fait, le populisme représente surtout l'expression artistique des misères des petits artisans, commerçants et de toutes ces professions irrémédiablement condamnées par l'évolution des techniques et que la bourgeoisie a assumées de façon atroce et inhumaine.

Le plus beau fleuron de la production cinématographique populiste, avec ses courants contradictoires, va nous être présenté au cours de l'émission « Au cinéma, ce soir », vendredi 11 février, à 20 h 30, sur la 1^{re} chaîne de télévision. Il s'agit de « La belle équipe », de Julien Duvivier, réalisé en 1936. L'empreinte politique de cette époque et l'irrésistible élan pour « changer de vie » est facilement décelable tout au long du film. Mais même si l'impact de l'œuvre, comme toute production artistique, est politique, la perspective

du film ne l'est pas. Il faudrait mieux parler d'un prétexte, de fond de tableau, de toile de fond. C'est l'histoire de cinq chômeurs, anciennement ouvriers, qui gagnent 100.000 francs à la loterie et montent une guinguette au bord de la Marne, « en collectif » comme on dirait actuellement.

En droite ligne du courant populiste, Duvivier donnait une fin noire à son film : l'entreprise échoue dans la haine et la mesquinerie. Mais, sur la pression des producteurs, Duvivier était amené à tourner une deuxième fin plus rose, en contradiction avec la logique du scénario : les anciens chômeurs coulent des jours paisibles de petits bourgeois comblés. Et la diffusion du film, très logiquement, s'adaptait au clivage de la société. Aux quartiers populaires, la bonne fin car, comme ose écrire un hebdomadaire de télévision à grand tirage dans sa présentation : « En 1936, le peuple français était fort malheureux. Les producteurs pensèrent que les gens désiraient voir des choses gaies au cinéma. » Le film noir et triste était voué à meubler les soirées des dames des beaux quartiers qui allaient au cinéma verser une larme.

Armand Panigel a le mérite de projeter les deux conclusions de « La belle équipe » pour son émission de vendredi soir prochain. Il faut l'en remercier. Jamais une aussi concrète démonstration de la mainmise de la bourgeoisie sur le cinéma et du rôle idéologique qu'elle lui fait tenir n'aurait été portée au jugement de milliers de spectateurs. A quand la même démonstration pour ce moyen de diffusion autrement plus redoutable que constitue la télévision ?

Télévision

Si vous vous interrogez sur l'Occitanie ...

UNE estrade nue. Aucun projecteur. Aucune distance. La pièce que l'on va voir n'a besoin d'aucun de ces éléments. Tel est le premier pari de la remarquable équipe qui a écrit et joue « Mort et Résurrection de Monsieur Occitania ». Le militant politique craint qu'il ne s'agisse que d'un meeting un peu sommaire et sentimental. L'amateur de théâtre, s'interroge, et redoute une forme nouvelle de séance de patronage politique.

Tous deux, confondus, se retrouvent à la fin debout, applaudissant à tout rompre une extraordinaire représentation, qui vient de matérialiser les problèmes et les espoirs de l'Occitanie. Pesons les mots : les imperfections sont évidentes, les moyens plus que limités, telle ou telle partie de l'interprétation en dessous totalement du texte, lui enlevant une partie de sa portée, et pourtant le contact s'est totalement établi avec une salle certes sympathisante, mais qui n'aime pas se laisser mener en bateau.

Telle est l'expérience que nous avons vécue à Narbonne. Un montage théâtral, prenant un poids et une dimension politiques que tout le monde reconnaissait comme siens. Le résultat de ce travail, nous dit-on, est parfaitement collectif. Je ne suis pas sûr que l'écrivain qui tenait la plume pour l'ensemble n'ait pas attentivement lu Brecht. Je crois même le contraire. Mais si Brecht il y a eu, il prend ici une forme étonnamment populaire. Tout est constamment lisible. Sans arrière-pensée, sans ambiguïté. Des

hommes et des femmes, signifiants, sans jamais s'exprimer en termes de slogan.

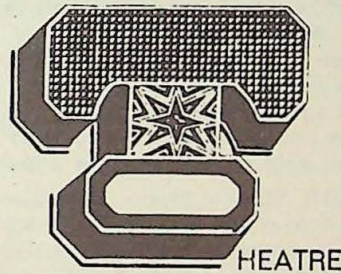
En vérité, ce dépouillement vient sans doute de l'expérience accumulée par le « Théâtre de la Carriera ». Le scénario du montage joué chaque soir tient compte de la situation précise de l'endroit où le spectacle va se tenir. Toutes les adaptations concernant les situations, les personnages, le travail, les faits, sont faites en fonction des exigences de la lutte.

Dès lors, les éléments permanents apparaissent plus clairement ; les modifications, sans devenir anecdotiques, permettant de sensibiliser de plus près le public.

Celui-ci ne peut d'ailleurs que se sentir concerné par le thème général du montage.

Monsieur Occitania est un paysan qui découvre successivement la fin

**MORT ET
RESURREC-
TION DE M.
OCCITANIA**



de son exploitation agricole, l'indifférence des notables, leurs liens avec le pouvoir central et le capital étranger, l'incroyable cascade des prix du producteur au consommateur, le vide des solutions qui lui sont proposées, la vente de toute la région au tourisme et aux spéculateurs fonciers. Mieux, il apprend qu'il « pisse rouge, a le ventre qui gonfle et parle mal le français ». En effet, c'est dans sa langue qu'il s'exprime quand il veut se manifester. Le symbolisme du thème paraît évident ainsi ramassé. Mais dans l'action du spectacle il a l'évidence matérielle des faits. Occitania n'est plus une question. C'est les questions qu'elle pose qui deviennent évidentes.

Que l'acteur qui joue Occitania me pardonne. C'est en militant qu'il joue. Et n'entend pas être singularisé au sein de son équipe. Il me faut pourtant dire qu'il est prodigieux et traduit physiquement son personnage au point, à force de conviction, de rendre détestable non seulement celui qui s'oppose à lui, mais celui qui, à ses côtés, ne le soutient pas suffisamment.

Du coup tout le monde comprend le message. La tragédie est là. Mais elle devient optimiste à partir du moment où tout le monde comprend l'enjeu. Dans le titre de la pièce, c'est résurrection qui compte.

Marc Echeverry.

Vient de paraître

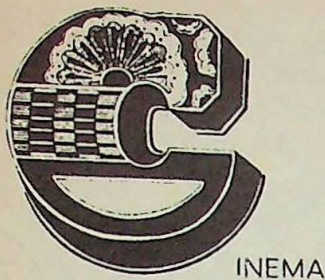
« Un homme de Argentina », Raul Maldonado. (Disque : S.F.P. 52.005 - 33 tours. Prix 24 F).

Raul Maldonado, depuis plusieurs années confirme sa vocation et nous découvre le vrai visage des « Gauchos ». Venu de la « Pampa » d'Argentine, il apporte non pas la « Kena » ou le « Charengo », mais seulement sa guitare et sa voix.

Il n'est pas le messager des Incas ou des Aztèques, mais tout simplement témoin de ses frères qui ont faim, de ses camarades qui sont en prison, de ses amis qui luttent contre « Los Gringos ».

Raul Maldonado débute sa carrière en France en étant deux fois lauréat du « concours international de la guitare de l'O.R.T.F. ». Il travaille en collaboration avec Atahualpa Yupanqui, avec lequel il compose des œuvres.

● En vente à la librairie de « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris (15^e). C.C.P. 58.26.65.



INEMA



Coup pour coup

Voici un entretien de Thérèse Carette, responsable de la Commission Nationale Femme avec une ouvrière, Marie-Madeleine, qui a participé au tournage du film « Coup pour coup », un film qui retrace une grève de femmes dans l'entreprise textile de M. Bousnac.

Pour sortir des chemins cachés du cinéma parallèle qui ne convainc qu'un nombre minime de spectateurs, acquis d'avance, le film sera projeté dans quatre grandes salles d'exclusivité parisiennes à compter du 23 février 1972. Il est prévu une diffusion en province et surtout la possibilité de projection militante.

Th. — Je sais que tu as tourné dans ce film. Or il va être passé aux camarades du P.S.U. à propos des rencontres nationales femmes. Pourrais-tu un peu nous dire comment tu as été amenée à tourner ce film.

M.M. — Pendant l'action des immigrés à Roubaix, j'ai connu des militants du Secours Rouge. Quand il a été question de tourner ce film, ils m'ont demandé d'y participer. Au début, je n'étais pas d'accord. Le scénario me paraissait grossier pour les gens des courées. Après, quand j'ai su que je pourrais aider un de mes voisins avec l'argent reçu, j'ai accepté. Dès que j'ai commencé, j'ai vu que je pourrais dire ce que je pensais.

Th. — De quoi parle ce film ? Comment y as-tu participé ?

M.M. — Ce film a été remodelé page par page par celles qui le tournaient. Un moment, on disait que les femmes ne faisaient pas grève la nuit. C'était faux. On a

changé. Certains voulaient aussi que les portes soient ouvertes aux maris, pendant la grève, nous avons beaucoup discuté, échangé les expériences. De même que pour le moment du meeting. Tous les ouvriers présents ont dit comment ça se passait réellement et c'est comme cela qu'on a fait.

Pour la séquestration du patron, il y a eu trois versions. La première était complètement farfelue. On nous en a proposé une deuxième. Nous l'avons tournée et quand j'ai vu le résultat c'était du vrai Charlot. Nous avons discuté avec des gens qui avaient séquestré leur patron et nous avons reproduit ce qu'eux avaient vécu. Alors là, ça été bien, parce que c'était vrai.

Th. — Quelles sont les difficultés que tu as rencontrées ?

M.M. — Ça a surtout été avec les comédiennes de métier. Elles n'avaient pas la même mentalité que nous. J'avais l'impression qu'elles voulaient saboter ce que nous faisons. Et puis, elles n'étaient pas désintéressées. Il y a eu de grosses difficultés financières pour ce film, nous, les ouvriers, on aurait bien laissé notre argent, pourtant nous en avions besoin, mais elles, elles ne voulaient pas, elles voulaient être sûres d'être payées. C'était une différence de mentalité, tandis qu'avec les autres, l'ambiance était bonne.

Th. — Qu'est-ce qui a été important, pour toi, dans ce film ?

M.M. — C'est que nous avons vraiment pu participer au tournage et à la première partie du montage. A la deuxième, on n'a pas pu, faute de temps. Mais le matin, on se réunissait, on discutait de ce qu'on allait faire, on donnait son avis et l'après-midi on tournait. On n'a jamais rien eu à apprendre par cœur. C'est nous qui inventions tout. Je me rappelle, un jour en tournant, j'étais prise dans la discussion et j'ai dit « Les syndicats on n'en a pas besoin ». C'est venu comme ça. Parce que sur le moment de la scène, j'y pensais. Chaque fois nous avons été associés. Il y avait des passages qui nous semblaient trop western. Nous avons supprimé tout ce qui n'était pas vrai et ça, il n'y a que nous qui pouvions le savoir. On peut quand même pas demander à des bourgeois de jouer des sentiments d'ouvrier. Moi, par exemple, je ne saurais pas traduire des sentiments de bourgeois. Il y avait une fille avec nous. Elle avait été placée à l'Assistance très jeune, puis elle s'était mariée parce qu'elle était enceinte. Sa participation à ce film a été pour elle quelque chose de formidable. Ça lui a apporté une autre dimension dans sa vie.

Th. — Que penses-tu que ce film puisse nous apporter à nous ?

M.M. — Ce film est une espérance pour le monde ouvrier. Il montre qu'il est possible de faire quelque chose. Il donnera du courage à certains. Tout ce qui est dans ce film est vrai et a été vécu par des ouvriers. Tous ceux qui ont participé à l'une ou à l'autre de ces actions réellement étaient présents pour aider au tournage. Il y avait des femmes d'Elbeuf, des ouvriers de Ferrodo, des femmes de St-Omer, etc. Ce qui est très bien expliqué aussi, c'est la solidarité des commerçants, des paysans, toute l'action soutenue par le comité de luttes.

Dans le film, on voit des ouvrières à la chaîne. Ce sont des beaux visages de vieilles, des visages vrais aussi. Le seau de farine jeté

à la tête de la revêche, c'est le pot de peinture à Tourcoing sur une contredame. Tu comprends, on s'y retrouve. C'est pas de l'inventé.

Th. — Tu souhaites donc qu'il y ait beaucoup d'autres films comme cela. Pour toi, est-ce que c'est ça le véritable cinéma ?

M.M. — Bien sûr qu'il faudrait beaucoup de films comme cela, qui expliquent vraiment la vie des ouvriers, des femmes, des jeunes. Mais je crois que ce n'est pas possible. Des types comme Karmitz, il n'y en a pas. Si tu savais ce que ça lui coûte financièrement ! Il a été honnête. Tout le monde a été payé suivant ce qu'il avait promis et même quelquefois plus. Et puis, pour faire un film comme cela, il faut bouleverser toutes ses conceptions. Il faudrait que tu lises le scénario de départ, il n'en existe plus rien. Même le montage a été partagé avec nous. Tout a été fait ensemble. Ça nous a permis de nous exprimer. Nous avons mis dans ce film un tas de situations vécues par les ouvriers, c'est ça qui est formidable. Il l'a fait à leur façon, pas à sa façon. Pour faire un film comme cela il faut savoir se mouiller. Je ne sais pas s'il y en a beaucoup qui feraient comme lui.

Th. — Je te remercie de ce que tu viens de me dire. Cela va nous permettre d'aborder ce film avec un grand sérieux et de voir les questions qu'il nous pose.

Je pense, tu vois, qu'en tant que militants politiques révolutionnaires, nous avons beaucoup à faire pour que ce genre d'art soit



développé. L'art ne doit pas être une entreprise commerciale, mais il doit être au service du peuple, permettre d'exprimer la vie du peuple, les aspirations du peuple.

LA PAGODE 21h.45 et 23h.

LA CICATRICE INTERIEURE

de **PHILIPPE GARREL**

de 14 h. à 21h.45...
Harry Langdon
DANS **"The STRONG MAN"**
Dernière Séance : 20h.05

A l'origine de la rencontre de l'équipe, il y a la tentative de brèche, après Mai 68, faite avec « Camarades ».

C'est sur une critique violente de ce qu'était ce film que le noyau de départ s'est constitué.

Si nous précisons cela par rapport à « Camarades », ce n'est pas parce que c'est l'œuvre de l'un d'entre nous. C'est parce que « Camarades » entame ce combat que nous sommes décidés à mener, avec d'autres, jusqu'au bout. Ce combat, il a un nom très simple dans la France de 72 où l'information, le cinéma, les journaux, la télévision, etc., sont aux mains du patronat et de l'Etat, il s'appelle donner la parole aux exploités.

D'après la nouvelle rédigée par un camarade ouvrier et son découpage en scénario, il fallait constituer l'équipe de « Coup pour coup ».

Au stade de la préparation, l'une des difficultés était d'avoir une équipe unifiée non seulement sur des idées, mais aussi et surtout sur une pratique.

Cette pratique, ce n'était pas celle du cinéma, mais celle des luttes qui se mènent.

Il nous restait donc une chose à faire, à partir de la nouvelle originale et de son découpage, c'était de sortir des lieux où, traditionnellement, on trouve des cinéastes. Aller sur place, là où nous pourrions apprendre des ouvrières et de leur combat, là où elles pourraient nous dire quelle vision elles voulaient en donner.

Nous avons tous dans nos têtes, et par nos histoires respectives, des schémas pré-établis. Ce que nous avions à faire comme démarche, c'était de les confronter avec la réalité, du point de vue de ceux qui la font, afin de modifier ou de purement balayer nos concepts, pour les remplacer par cette matière vivante et si riche : donner la parole à ceux qui luttent.

Ainsi nous sommes allés à Troyes où il y avait une grève de femmes. Notre but était de ramener du matériel pour enrichir le scénario. Nous y avons fait des photos, eu des discussions avec les grévistes. Cela a permis certaines transformations, de trouver quelques-uns des caractères spécifiques d'une grève de femmes : en particulier la découverte qu'elles font d'elles-mêmes au travers de la lutte.

Bien sûr, c'était plus que de la spéculation en chambre, mais c'était encore de l'extérieur. C'est ce qui nous a permis d'aller à Saint-Omer dans un esprit différent : participer activement à la lutte que 2.000 jeunes ouvrières menaient contre les cadences, les heures de transport, etc., c'est-à-dire faire avec elles les piquets de grève, se battre contre les jaunes et la maîtrise, tout en filmant au magnétoscope. Il ne s'agissait plus d'avoir l'attitude du reporter traditionnel qui filme toujours les choses de l'extérieur, du côté des flics en quelque sorte, mais de choisir réellement de se placer dans le camp de ceux qui luttent, avec tout ce que cela implique. Durant ces journées, après projection des scènes enregistrées au magnétoscope, des discussions très concrètes avaient lieu au bistrot du coin. Cette liaison avec la réalité nous permit un enrichissement très grand du scénario et permit la venue de certaines ouvrières de l'usine pour participer au tournage.

Ainsi, lutte après lutte, naissaient « Coup pour coup » et son équipe d'ouvrières et de techniciens.

tribune

socialiste

Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur politique : Christian Guerche

Directeur adjoint : Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction : Philippe Guyot

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sainlonge - Jean Verger.

Directeur de la Publication : Guy Degorce

Rédaction Administration : 9, rue Borromée PARIS (15^e) 566-45-37

Publicité : Information 2000 Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro : Agip (p. 2, 5), A.F.P. (p. 4, 8), Elie Kagan (p. 6), Collombert (p. 9).

Le journal réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé, 61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9

Le présent numéro est tiré à 25.000 exemplaires

Théâtre de l'Est Parisien
17, rue Malte-Brun, Paris 20^e
636-79-09 (Métro Gambetta)
Sainte Jeanne des abattoirs

PANTHÉON

LA GRANDE LESSIVE

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Luttes internationales

AVEC le massacre du dimanche 30 janvier à Derry, la répression anglaise en Irlande du Nord est entrée dans une nouvelle étape : jusqu'à une époque récente, la tactique des Anglais reposait sur l'hypothèse d'une I.R.A. coupée du peuple et que l'on pourrait, par conséquent, écraser isolément.

Un échec politique et militaire pour l'armée britannique

Cette tactique s'appuyait sur l'internement, c'est-à-dire le parage en camps de concentration de tous les suspects avec, bien souvent, la torture à l'appui. Elle reposait aussi sur l'occupation militaire des quartiers catholiques et sur des mesures limitées et ponctuelles de terrorisme contre la population civile : intimidations, perquisitions, tabassages, exécutions présentées comme des « erreurs » ou des « ripostes à des tireurs isolés ».

Cette tactique a échoué : *Au début de l'année 1972, l'I.R.A. est plus forte politiquement et militairement qu'en août 1971.* Elle est aujourd'hui soutenue presque unanimement par la population des ghettos du Nord et elle étend son influence au Sud.

L'armée britannique n'a pas renoncé à obtenir une « solution militaire ». Elle a donc tiré les leçons de son échec d'août à septembre 1971 et rectifié sa stratégie. L'I.R.A. étant trop liée à la population des ghettos, c'est cette dernière que l'armée a décidé d'écraser. Elle s'est donc engagée dans une campagne de terrorisme ouvert (non sélectif) contre toute la population.

Cette escalade est celle bien connue de toutes les armées impérialistes occupant un territoire. Au début de janvier, l'état-major britannique distribue de nouvelles instructions

de tir : la « carte jaune » qui autorise les soldats à faire usage dans certains cas (notamment s'ils se croient menacés) d'armes automatiques (y compris d'armes lourdes) en rafales, c'est-à-dire qu'ils seront, de toute façon, « couverts » par l'état-major.

Derry, un massacre bien préparé

Le témoignage ci-joint, les images que la télévision a diffusées prouvent qu'il y a eu un massacre planifié de sang-froid. L'armée a tiré sur une manifestation pacifique du Mouvement pour les Droits Civiques qui avait Bernadette Devlin à sa tête (organisée pour protester contre l'internement).

C'est la première étape du nouveau plan anglais. Il fallait montrer la détermination de la bourgeoisie et de l'armée britannique de briser l'esprit de résistance du peuple irlandais.



La force de l'I.R.A.

Mais ce massacre a encore été un échec politique. Il a bouleversé l'opinion de l'Irlande du Sud (mise à sac et incendie de l'ambassade britannique à Dublin) et commence à secouer toute la Grande-Bretagne (où des manifestations violentes se sont déroulées samedi). Par ailleurs, malgré l'occupation militaire de toute la ville, des dizaines de milliers de catholiques ont défilé à Newry, survolés par un hélicoptère leur rappelant l'illégalité de leur manifestation. Il n'y a pas eu de peur collective. L'épreuve de force engagée avec l'armée britannique continue.

Vous entrez maintenant dans Derry libre !

Ce n'est pas un hasard si l'armée britannique a voulu faire un exemple à Derry. A l'entrée du quartier du Bogside s'étale une énorme peinture : « Vous entrez maintenant dans Derry libre ! » Ceci n'est pas un vain mot. Depuis les premières mesures d'internement, les Anglais n'ont pas pu se maintenir dans les quartiers du Bogside, Greggan et Brandywell. Un système complet de défense les entoure : barricades en béton renforcées de carcasses de voitures. Les jours d'alerte, elles sont minées pour sauter au nez des Anglais.

Une scène quotidienne parmi d'autres : A la limite du Bogside, des jeunes construisent une barricade. Toutes les dix minutes, des camions « détournés » des entreprises protestantes viennent leur déverser des gravats.

Une milice populaire, les « vigiliants » (jeunes et anciens combattants), patrouille dans la zone libérée, s'informe aux postes de guet des mouvements de troupes dans le centre ville. Sa devise : Vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour le peuple et par le peuple !

Derry a aussi sa radio : « Derry libre » qui donne des nouvelles des prisonniers, fait des commentaires

Communiqué du B.N.

Face à une population qui découvre à travers un combat dont la grande presse met en relief le caractère d'affrontement entre deux collectivités religieuses ou nationales, le gouvernement britannique ne peut répondre que par l'escalade dans la répression : treize morts hier, qu'y aura-t-il demain ?

Ce qui est capital, dans la situation actuelle en Irlande, c'est le rôle que l'on fait jouer à l'armée britannique. Personne ne peut soutenir qu'elle défende un quelconque intérêt national contre un ennemi extérieur. Aussi clairement qu'en Indochine, en Algérie ou au Tchad, il s'agit de maintenir en place par la force la classe au pouvoir, de permettre l'exploitation d'une catégorie de la population par une autre et de faire taire ceux qui se révoltent contre cette oppression.

Certains militaires britanniques commencent à se rendre compte qu'on les utilise comme une milice au service du pouvoir contre la population. Les militaires français, eux aussi, devront y songer quand on leur demandera de maintenir l'ordre.

Le 1^{er} fév. 1972.

politiques (mais diffuse également des disques à la demande). C'est l'I.R.A. « official » qui en assure le fonctionnement.

Pour l'Irlande réunifiée et socialiste

Les Anglais sont entrés dans le Derry libre en faisant treize morts. Ils n'y sont pas restés longtemps. Les deux branches de l'I.R.A. se sont réunies pour décider les ripostes à apporter à ces crimes. Trois soldats anglais ont déjà été abattus en représailles.

A Derry et dans tous les ghettos du Nord, la guérilla urbaine continue. La dernière manifestation de Newry a été une riposte de masse pour affirmer la volonté de lutter jusqu'au bout pour l'Irlande unie et socialiste.

De nos envoyés spéciaux.

Témoignage sur le massacre de Derry

Ce témoignage est celui d'une jeune Irlandaise de 16 ans. Elle n'appartient ni à l'I.R.A. ni à aucune organisation de résistance. Elle participait à la manifestation de Derry le 30 janvier. Son témoignage vécu donne une idée du caractère délibéré du massacre.

Le meeting se déroulait au Free Derry Corner (l'entrée du Derry libre). Tout d'un coup, les gens qui étaient à l'arrière se mirent à hurler et à courir dans tous les sens car les troupes chargeaient. Bernadette Devlin dit : « Couchez-vous à terre !... Nous sommes dans notre droit ! » A ce moment, trois balles sifflèrent au-dessus d'elle, bientôt suivie par six ou sept autres. Il y a eu alors une incroyable confusion... Bernadette était debout, elle criait : « Couchez-vous ! Couchez-vous ! » Quelqu'un l'attrapa et la tira pour qu'elle s'allonge sur la plate-forme du camion (où se tenaient les orateurs). Les quelque dix mille personnes qui étaient sur la place s'étaient jetées à plat ventre, mais les balles continuaient à siffler. Quelques personnes hébétées étaient restées debout... Ainsi, une fille en face de moi. Un peu plus tard, elle est tombée, silencieuse. Une brève accalmie dans la fusillade permit aux gens de s'éloigner en rampant, mais dès que quelqu'un se levait ou dressait la tête, il se faisait tirer dessus. Un prêtre accourut, agitant un drapeau blanc, mais il dut aussi se jeter à plat ventre car les paras ouvrirent le feu sur lui. Je remarquais alors que la fille qui était étendue devant moi perdait beaucoup de sang... Quelques minutes plus tard, des femmes arrivèrent les mains en l'air pour lui porter secours. Elles se firent tirer dessus. L'une d'elles tomba et l'autre se mit à courir, mais on lui tira dans le dos et elle tomba également...

Je fus transportée dans un poste de secours. Par la vitre, j'ai vu un blindé, un « Saracen », avec une croix rouge peinte sur le côté. A l'arrière, il y avait un para avec une mitraillette. Il tirait sur tout ce qui bougeait !